

LA VIE SYNDICALE

ORGANE DES SYNDICATS CATHOLIQUES NATIONAUX

Rédaction et administration: 1231, rue DeMontigny Est, Montréal

Téléphone: FALKIRK 113

VOL. XXI — No 2

1

OCTOBRE 1936

Basses intrigues des communistes

Dans le mouvement syndical neutre —
Le syndicalisme industriel

La Fédération américaine du travail

La Fédération américaine du travail menace de se diviser. Le syndicalisme industriel est l'enjeu. La dissension profonde entre le syndicalisme professionnel et le syndicalisme industriel remonte à trente ans au sein de la F. A. du T. Les principaux tenants, alors, du syndicalisme industriel étaient des socialistes comme ses plus violents défenseurs aujourd'hui sont des communistes. De nos jours les partisans pondérés de cette forme d'organisation syndicale ne manquent pas non plus. Les communistes le savent, ils en tirent profit. Aussi leur propagande se fait-elle plus intense depuis leur accroissement notable au sein de la Fédération américaine du Travail avec le flot de syndicats nouveaux suscités par la N.R.A. En 1934 et 1935 la F. A. du T. a accru son effectif de 2 millions de syndiqués, elle a porté son Exécutif de 8 à 15 membres. Sept nouvelles organisations étaient appelées à la direction de la "fédération". La plupart étaient des syndicats industriels. Aussitôt surgit l'occasion de tenter de donner le coup de barre amenant la fédération à cesser de former des syndicats de métiers pour ne plus organiser que des syndicats d'industrie. Cette proposition générale fut rejetée, mais non sans décider d'opter pour cette méthode au moins dans certaines industries massives, à condition toutefois que les vieilles organisations de métiers gardent leur juridiction sur les membres qu'elles comptent déjà dans les mêmes industries. Onze syndicats internationaux ne voulant pas de cette entrave à la formation de vrais syndicats industriels, constituèrent un "comité d'organisation industrielle" en marge de la Fédération américaine du Travail.

Les éléments pondérés progressistes sont autant la cause positive de cette division que les éléments communistes, mais ceux-ci en ont été les agents les plus turbulents à l'intérieur comme à l'extérieur de la F. A. du T. Outre la préoccupation de conserver les positions acquises, les vieux syndicats internationaux conservateurs continuent à éprouver une vive appréhension à l'endroit du syndicalisme industriel. Il y a de quoi, car la timide mais décisive orientation de la F. A. du T. vers cette forme d'organisation a comblé de joie les milieux communistes. C'en fut assez pour que la Workers' Unity League prononçât, l'hiver dernier, sa propre dissolution sur un ordre du parti communiste de Moscou. Elle était, depuis 1930, une des satellites de ce parti en Amérique et pour activer la propagande du syndicalisme industriel. Depuis sa dissolution les membres de la Workers Unity League se dirigent vers les syndicats internationaux pour hâter la réforme de leurs méthodes d'organisation. De son côté le parti communiste se réjouit de la propagande faite par le Comité d'organisation industrielle en dehors de la F. A. du T. Ses jour-

naux aux Etats-Unis et au Canada lui donnent la plus large publicité possible. Le parti communiste ne désire pas cependant la séparation complète de la F. A. du T. des 11 organisations temporairement suspendues par son exécutif; il souhaite plutôt que l'unité se refasse au sein de cette fédération mais selon la formule radicale du "comité d'organisation industrielle". Ce qui va se produire, la convention de Tampa en novembre prochain va nous le dire.

Le Congrès des métiers et du travail

Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, qui a siégé à Montréal en septembre dernier, est resté passif devant cette menace de division dans la Fédération Américaine du Travail. Division qui le divisait lui-même. Impuissant par sa constitution de modifier l'organisation technique des succursales canadiennes des syndicats internationaux qui lui sont affiliés, le Congrès des Métiers et du Travail ne put approuver ou désapprouver les auteurs du mouvement séparatiste. Les communistes avaient toutefois violemment insisté pour faire endosser l'attitude d'indiscipline du comité d'organisation industrielle. Leur insistance n'était pas tant pour approuver cette attitude d'indiscipline que pour mettre le C. M. du T. en contradiction avec la F. A. du T. Du coup la cause du syndicalisme industriel eut fait un gain considérable au Canada et aux Etats-Unis, par ricochet.

Par malheur, nous savons quel succès ils obtinrent en faisant voter d'emblée par le C. M. du T. une résolution en faveur du Front populaire espagnol. En dépit des excuses alléguées par nos catholiques internationaux au sujet de ce vote, malgré même leurs protestations d'après-dîner, ceci prouve combien ils ne sont pas à leur place dans cette galère de "neutres"...

Ce qui leur a échappé encore n'est-ce pas cette résolution par laquelle le C. M. du T. C. déclare ne plus fermer ses rangs à aucun syndicaliste à cause de ses opinions politiques? Aussi les feuilles communistes font-elles grand état de cette déclaration d'extrême importance à leurs yeux. Le C. M. T. C. "n'a jamais pris attitude aussi progressive". Il est grand temps que les nôtres qui s'y sont fourvoyés voient clair!

Le Congrès canadien du Travail

Mais les communistes ou les ex-adeptes de la Workers' Unity League n'exercent pas leurs basses intrigues qu'au sein du syndicalisme international: le syndicalisme national est aussi leur victime. En effet, à ne pas s'y tromper, ce sont encore eux qui sont la cause de la division qui a éclaté au sein du Congrès canadien du Travail, — appelé aussi: C. "Pan-Canadien" du T. — à sa session de Toronto à la fin de septembre. Le secrétaire, M. W.-T. Burford, et trois autres officiers, ont été démis de leurs

"Les Catholiques doivent s'associer de préférence à des Catholiques, à moins que la nécessité ne les contraigne à agir différemment. C'est là un point très important pour la sauvegarde de la foi." Léon XIII aux Evêques des Etats-Unis, 6 janvier 1895.

fonctions pour avoir tenté de retarder la tenue de la session. Le secrétaire fut particulièrement accusé d'avoir publié dans l'organe du C.C.T. des articles d'une tenue rétrograde, contraires à l'avancement du syndicalisme national. Les articles de M. Burford dans le *Canadian Unionist* mettaient à nu les basses intrigues des communistes au sein du Travail organisé aux Etats-Unis et au Canada. Il appréhendait les troubles industriels auxquels pourrait conduire au Canada le facile accès des "anarcho-communistes", comme il les désignait, dans les succursales canadiennes des syndicats internationaux, vu l'orientation nouvelle qui a commencé de s'accuser dans le syndicalisme américain. Il mettait gouvernants et industriels sur leurs gardes, leur demandant de favoriser l'expansion des syndicats nationaux, les seuls responsables au gouvernement de ce pays. Les communistes, que M. Burford avait réussi à mater à la session de 1935 du C. C. T., se promirent sa tête. Et ils viennent de l'avoir. Ceci est en partie attribuable aussi au désaccord qui survint entre lui et le président M. A.-R. Mosher. Ce dernier, président également de la Canadian Brotherhood of Railway Employees, dut protester contre M. Burford, qui aurait laissé publier dans le "Canadian Unionist" un article favorisant la fusion des compagnies de chemins de fer, alors que cette fusion avait été condamnée par l'Association de M. Mosher et par le C. C. T.

Là n'est pas la principale raison. Les ennemis de M. Burford ne cherchaient qu'une occasion de le démolir, lui et les partisans des idées modérées. N'ont-ils pas réussi à faire voter une résolution afin de chercher à effectuer l'unification de toutes les forces syndicalistes du Canada? Cela sous-entend un rassemblement où les syndicalistes communistes seraient admis comme les autres.

Aussi, importe-t-il de savoir que la récente convention du Congrès canadien du Travail n'était qu'à moitié représentative de cet organisme central. Le désaccord survenu au sein de son exécutif sur l'opportunité de tenir la convention en fin de septembre fit que plusieurs organisations, probablement parmi les plus modérées, n'y envoyèrent pas de délégués. Toujours est-il que le nouveau Bureau "provisoire" est tenu de consulter les corps affiliés sur l'à-propos de convoquer une autre convention dans six mois. M. Burford, contre qui pèse une injonction lui défendant de ne toucher à rien de ce qui appartient au C.C.T., aurait pris lui-même avec les organisations qui l'appuient une injonction contre M. Mosher, pour avoir convoqué illégalement la dernière convention.

(Suite à la page 2)

Le Syndicalisme Catholique et National

Par M. l'abbé Ed Hébert, D.Ph.

VI — Conciliation et arbitrage

Les conflits sont malheureusement à prévoir. Quoi que nous fassions, il y aura toujours des difficultés à prévoir. Il importe donc de trouver un remède qui permette de les faire disparaître complètement, ou du moins d'en diminuer le nombre et d'en atténuer les effets. Ce remède, c'est la conciliation et l'arbitrage. La résolution suivante adoptée au Congrès des Syndicats catholiques et nationaux tenu aux Trois-Rivières en 1919, résume admirablement la doctrine du syndicalisme catholique à ce sujet. En voici le texte: "Dans l'intérêt du bon ordre de la société et de l'harmonie des classes sociales et avec le dessein d'éviter les grèves malheureusement trop fréquentes, ce congrès recommande, comme moyen normal de régler les différends et de résoudre les conflits qui s'élèvent entre patrons et ouvriers, la conciliation et le principe de l'arbitrage libre sur la base d'une représentation égale dans le choix des arbitres et avec l'engagement réciproque d'accepter comme finale la sentence du tribunal."

La conciliation à elle seule peut dispenser souvent de l'arbitrage et à plus forte raison de la grève. Mais pour être effective, elle doit s'exercer dans un esprit de bonne entente et avec le dessin sincère de faire triompher la justice en donnant raison à qui de droit. Ceux qui veulent sciemment et volontairement l'injustice sont plutôt rares. Il suffit souvent de mettre à jour une difficulté pour la voir disparaître. Lorsqu'un grief prétendu ou réel est soumis à l'attention des deux parties intéressées, il arrive la plupart du temps qu'une solution équitable lui est donnée. Ce qui importe, c'est d'amener, en cas de conflit, patrons et ouvriers à se rencontrer et à étudier conjointement au regard de la justice et de la charité l'objet du conflit. Cette rencontre, si elle est faite de part et d'autre avec franchise et loyauté, dissipera bien des malentendus et aidera puissamment à leur effacement. L'ouvrier dont le tort aura été reconnu par les compagnons de travail acceptera même

son sort et le patron qui aura été obligé de reconnaître le bien-fondé du grief de son employé sauvegardera mieux son autorité.

Dans le cas où l'entente est impossible, le syndicalisme préconise le tribunal d'arbitrage comme moyen de régler la difficulté. Le tribunal institué est composé d'un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers. Ces représentants élisent à leur tour un troisième arbitre et tous ensemble, après une étude sérieuse de la difficulté, rendent une décision finale qui lie les deux parties en cause.

Il est superflu de noter les avantages de l'arbitrage: disons seulement que le tribunal d'arbitrage composé d'hommes libres de toutes attaches, soit du côté patronal, soit du côté ouvrier, est le groupe tout désigné pour régler les difficultés qu'on lui soumet. Par la décision finale qu'il rend, il donne satisfaction aux deux partis, met fin au conflit et maintient la paix sociale. Si la cessation complète du travail est permise dans certains cas et moyennant certaines conditions, il faut admettre qu'il est des circonstances où cette cessation complète du travail n'est pas permise en justice. C'est pourquoi le Congrès des Syndicats catholiques tenu aux Trois-Rivières a adopté cette autre résolution: "Le Congrès recommande le tribunal d'arbitrage à sanction obligatoire pour la solution des litiges concernant les conditions de travail des pompiers, des policiers, des employés de l'aqueduc et que dans l'arbitrage, le gouvernement s'en tienne au principe de faire nommer les arbitres par les deux parties en cause même lorsqu'il s'agit de tribunaux d'appel."

Par cette résolution, le syndicalisme catholique entend sauvegarder l'intérêt général de la société et protéger les droits de l'ouvrier. S'il fait intervenir la loi, ce n'est pas en vue de faire nommer les arbitres par le gouvernement, c'est uniquement pour donner une sanction efficace à la décision rendue par les arbitres choisis par les deux parties en cause.

La Quadragesimo Anno en questions et réponses

(Par M. J.-B. Desrosiers, p.s.s., professeur au Grand Séminaire de Montréal)

ART. II: HEUREUX FRUITS DE LA RERUM NOVARUM
2o AU POINT DE VUE INTERVENTION DE L'ETAT

48.—L'Etat peut-il intervenir pour améliorer le sort des travailleurs?

—Non seulement il le peut, c'est un de ses devoirs rigoureux.

(Suite à la page 2)

EMILE-NAP. BOILEAU,
Sec.-trés.

ULRIC BOILEAU,
Prés.-gérant

Bureau: Tél. CHerrier 3191-3192

ULRIC BOILEAU, Limitée
ENTREPRENEURS GENERAUX

EDIFICES RELIGIEUX

4869, RUE GARNIER

MONTREAL

LA BONNE VOIE

Le chemin de la banque mène à la prospérité. Un compte d'épargne offre plusieurs avantages. Il développe le sens de l'économie, stimule l'énergie et donne de l'assurance. Il protège votre argent contre les pertes, le vol et les dépenses inutiles. Ouvrez aujourd'hui un compte d'épargne à la

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

534 bureaux au Canada
65 succursales à Montréal

PLateau 5151

**ACHETER CHEZ
DUPUIS
C'EST ECONOMISER**

Chaque article acheté chez DUPUIS représente toujours la pleine valeur pour votre argent au triple point de vue de **QUALITE, SERVICE et SATISFACTION.**

La maison DUPUIS est dirigée par des Canadiens français et tous ses employés sont membres du Syndicat Catholique et National; elle mérite donc l'appui de tous les syndiqués.

Dupuis Frères

Rues Ste-Catherine, St-André, DeMontigny et St-Christophe.

Tannerie : 4900, rue Iberville

Daoust, Lalonde & Cie, Ltée

MANUFACTURIERS DE CHAUSSURES
TANNEURS et CORROYEURS

Bureau et fabrique :

939, SQUARE VICTORIA

MONTREAL

CHerrier 1300

I. NANTEL

Fournisseur du Secrétariat des Syndicats Catholiques de Montréal.

BOIS DE SCIAGE — CHARBON ET BOIS
DE CHAUFFAGE

Coin Papineau et Demontigny

Montréal

Basses intrigues

(Suite de la 1ère page)

Conclusion

Qui a raison? Nous l'apprenons sans doute dans quelque temps. Ce qu'il convient de souligner en terminant cet article, c'est la propagande et l'infiltration croissante des communistes au sein du syndicalisme neutre des Etats-Unis et du Canada, c'est le succès de leurs basses intrigues à la faveur de la grande inquiétude sociale qui obsède la masse des opprimés du temps présent. Notamment quel est le motif profond et caché de leur inlassable ferveur pour le syndicalisme industriel? Est-ce la hâte de recourir à un mode d'organisation plus efficace pour la plus grande protection des travailleurs? Non, ce n'est pas simplement pour cela, c'est surtout pour préparer plus rapidement la soviétisation des classes laborieuses et ensuite la dictature du prolétariat. Voilà pourquoi ces hypocrites se proclament en attendant partout les défenseurs de la démocratie et qu'ils crient "sus au fascisme" contre toute manifestation d'autorité qui retarde l'avènement de la leur. C'est de cette façon que le "Clairon" proteste contre la récente mise en demeure que leur a faite le premier ministre de la province et, de même, contre la dernière lettre pastorale de Son Excellence Monseigneur l'Archevêque coadjuteur de Montréal.

L'on voit ici clairement la haute mission que doit remplir la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada. C'est que si elle-même préconise le syndicalisme industriel, c'est bien, elle aussi, pour protéger plus entièrement nos masses ouvrières, mais en même temps c'est pour les encadrer dans l'organisation corporative des professions. Aussi la C.T.C.C. en travaillant ainsi cherche-t-elle à prévenir toute dictature dans l'ordre économique et à promouvoir l'avènement de la démocratie chrétienne dans le régime industriel.

Alfred CHARPENTIER



Ce Journal est imprimé au No 430, rue Notre-Dame Est, à Montréal, par l'IMPRIMERIE POPULAIRE (à responsabilité limitée). Georges Pelletier, g.d.

"P.S. — Les journaux annoncent qu'un compromis vient d'être effectué entre M. A. R. Mosher et M. W. T. Burford et ses collègues. Un nouveau comité provisoire a été formé dans lequel un juge du Nouveau-Brunswick agira comme arbitre".

A. C.

CHerrier 2171

Portes et châssis métalliques
Lattes métalliques
Couvertures: cuivre, ardoise, composition.

Eastern Steel Products

1335 Ave Delorimier,
Montréal, Qué.
Limited

La Quadragesimo Anno . . .

(Suite de la 1ère page)

49.—Pour quelles raisons?

—Pour deux raisons principales:
1o Parce qu'il doit, par l'ensemble de ses lois et de ses institutions, faire fleurir la prospérité publique; or pour faire fleurir la prospérité publique il doit nécessairement s'appliquer à relever la classe ouvrière, en particulier pour lui assurer de l'ouvrage et un salaire raisonnable: car, il ne faut pas l'oublier, la classe ouvrière constitue au moins la moitié de l'humanité, et le sort de l'autre moitié de l'humanité est intimement lié au sien; en particulier, le sort des industriels, des agriculteurs, des commerçants, même des professionnels dépend du fait que les ouvriers ont de l'argent ou n'en ont presque pas.

2o Parce que l'Etat, étant le gardien de l'ordre et du droit, a le devoir rigoureux d'intervenir partout où le droit est foulé aux pieds et où l'ordre public est menacé. Or, sans l'intervention énergique de l'Etat, les droits des ouvriers sont très souvent foulés aux pieds, surtout de nos jours, où la plupart des ouvriers travaillent pour de grosses compagnies anonymes, c'est-à-dire pour des êtres très puissants, sans coeur ni conscience. Sans compter que lorsque les droits des ouvriers sont violés par de gros employeurs, les meneurs communistes ont beau jeu pour les monter non seulement contre leurs patrons injustes, mais contre tous ceux qui possèdent et contre la société en général.

50.—Au temps de Léon XIII, les idées étaient-elles claires à ce sujet?

—Non! l'opinion publique était embrouillée par deux erreurs contraires: le socialisme et le libéralisme économique.

51.—Quelle était l'opinion des socialistes à ce sujet?

—Ils prétendaient que l'Etat doit s'emparer de tous les moyens de production, en particulier de toutes les usines et de la terre, qu'il doit assigner à chaque citoyen sa place au travail et partager les bénéfices selon les nécessités de chaque travailleur.

52.—Pour quelles raisons cette théorie est-elle inadmissible?

—Pour plusieurs raisons que nous exposerons plus tard; disons tout de suite que le système proposé par les socialistes empirerait la condition des travailleurs: pour les délivrer des patrons, dont un certain nombre sont injustes, ils les jetteraient tous, sans défense, sous la main de fer du gouvernement qui, lui aussi, pourrait bien ne pas avoir pour eux toute la justice et la charité voulues. Que dis-je, sous le régime socialiste, il n'y aurait plus ni justice, ni charité: car les socialistes sont des sans-Dieu et, toute vertu ayant sa source unique en Dieu, sans Lui, il n'est ni justice, ni charité, ni quelque autre vertu que ce soit.

53.—Quel était à ce sujet l'opinion des économistes d'alors?

—Les économistes d'alors, imbus de libéralisme économique, soutenaient que le gouvernement ne doit pas intervenir dans les relations de patrons à ouvriers; d'après eux, faire des lois pour réglementer ces relations, c'était commettre un crime épouvantable, c'était troubler le libre jeu des forces économiques. Ils soutenaient que les patrons ont le droit de donner aux ouvriers le salaire et de leur imposer les conditions qu'ils peuvent leur faire accepter; en d'autres termes, ils soutenaient que les ouvriers sont soumis, comme les marchandises, à la loi de l'offre et de la demande.

54.—Pourquoi cette théorie est-elle inadmissible?

—Pour plusieurs raisons très graves:
1o Elle est injuste: car elle permet au patron, lorsqu'il y a surabondance de main-d'oeuvre, de donner un salaire insuffisant pour vivre, alors que le salaire suffisant pour vivre et pour faire vivre une famille normale est dû en justice à tout ouvrier sobre et honnête, comme nous le démontrerons plus tard.

2o Elle est inhumaine: car elle abandonne toute une classe d'hommes à la merci de patrons souvent sans conscience et sans coeur.

3o Elle est antisociale: elle conduit directement à la mauvaise distribution des richesses, à la misère de la classe ouvrière, à son mécontentement et ainsi à la menace communiste.

55.—Cette erreur était-elle bien répandue, au temps de Léon XIII?

—Hélas! oui, elle était partagée par tous les économistes du temps et un très grand nombre de catholiques s'y étaient laissés prendre. On peut dire que c'était la seule doctrine qu'on opposait au socialisme naissant.

56.—A quels inconvénients Léon XIII s'exposait-il?

—En rappelant aux gouvernants leur obligation de protéger la classe ouvrière il s'exposait à ce qui est arrivé, à se faire traiter de socialiste: chose plus ou moins agréable, surtout pour un Souverain Pontife.

57.—Se laissa-t-il arrêter par cet inconvénient?

—Non! tenant un juste milieu entre le socialisme et le libéralisme économique, il déclara que l'Etat doit laisser aux individus et aux familles une juste liberté d'action, à la condition toutefois que le bien commun soit sauvegardé et qu'on ne fasse injure à personne.

Et défiant ceux qui devaient le taxer de démagogue, il affirma que, dans la protection des droits privés, les gouvernants doivent se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents.

58.—En parlant ainsi, le Souverain Pontife n'est-il pas injuste envers les riches?

—Pas du tout! L'Etat doit protéger tout le monde, mais surtout ceux qui en ont le plus besoin: rien n'est plus raisonnable. Or les faibles et les indigents en ont bien plus besoin que les riches. "La classe riche, explique-t-il, se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesses pour la mettre à couvert, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat entoure donc de soins et d'une sollicitude particulière les travailleurs qui appartiennent à la classe des pauvres".

59.—D'après Léon XIII, que doit faire l'Etat pour protéger la classe ouvrière?

—L'Etat a surtout deux devoirs très importants envers la classe ouvrière:

1o Il doit favoriser l'esprit de propriété, le réveiller et le développer autant que possible dans les masses populaires: car le bien commun demande que tous, même les ouvriers, aient quelque chose devant eux et soient délivrés de cette incertitude de la vie au jour le jour avec tout ce qu'elle comporte d'angoisses et de dangers pour la vertu.

2o Il doit faire des lois pour protéger les ouvriers contre les abus dont les patrons ont coutume de se rendre coupables envers eux.

60.—Que doit faire l'Etat pour aider les ouvriers à acquérir une modeste propriété?

—Pour aider les ouvriers à acquérir une modeste propriété, l'Etat doit:

1o Avant tout faire son possible pour développer le sens de l'économie dans le peuple, enrayer cette réclame et ces sollicitations qui le portent à gaspiller ses épargnes et voir à ce que tous les travailleurs aient de bonnes assurances sociales.

2o Il doit faire son possible pour procurer de l'ouvrage à tous ceux qui en veulent et voir à ce que le niveau du salaire des hommes adultes soit suffisamment élevé pour répondre aux exigences légitimes d'une famille ouvrière normale et lui permettre de faire de petites économies.

61.—Quels sont les principaux abus des patrons envers les ouvriers et comment les prévenir?

—En tout premier lieu, il faut signaler les abus contre les intérêts spirituels et moraux des ouvriers. On les prévient, au moins en grande partie, en interdisant le travail du dimanche et la promiscuité des sexes sans une surveillance vigilante, dans les ateliers, les bureaux, etc.

De plus, trop souvent, des patrons sans coeur ni conscience foulent aux pieds les intérêts physiques et corporels de leurs employés, soit en leur imposant des heures de travail trop longues, soit en les faisant travailler dans des endroits trop dangereux ou dans des locaux très malsains, soit en abusant de l'âge des enfants et de la faiblesse des femmes; aussi, dans tout pays civilisé doit-il y avoir des lois, nuancées mais fermes, sur les heures de travail, sur l'entretien des machines dangereuses, sur la salubrité des locaux, sur l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans les manufactures et les magasins, sur les travaux qui ne peuvent être accomplis par des femmes, etc., etc.

62.—Ces enseignements de Léon XIII ont-ils produit d'heureux fruits?

—Oui! ils ébranlèrent les faux dogmes du libéralisme économique qui paralysaient depuis longtemps toute intervention efficace des pouvoirs publics. Car, en entendant la voix du Souverain Pontife, la plupart des hommes d'Etat prirent conscience de leur mission et s'appliquèrent à pratiquer une plus large politique sociale.

63.—Ces enseignements eurent-ils d'aussi heureux effets dans le peuple?

—Oui! ils déterminèrent dans les masses elles-mêmes un puissant mouvement, favorable à une politique plus franchement sociale; ils les portèrent à réclamer des législations sociales plus protectrices de l'ouvrier.

64.—L'encyclique Rerum Novarum eut-elle d'autres heureux résultats?

—Oui! "elle assurait aux gouvernants, dit Sa Sainteté Pie XI, le précieux appui des meilleurs catholiques, qui furent souvent, dans les assemblées parlementaires, les promoteurs illustres de la législation nouvelle".

65.—Est-ce tout?

—Non, ce n'est pas tout. "Bien plus, continue le Souverain Pontife actuel, c'est par des prêtres, profondément pénétrés des doctrines de Léon XIII, que plusieurs lois sociales récentes ont été proposées aux suffrages des parlements; c'est par leurs soins vigilants qu'elles ont reçu leur pleine exécution".

66.—Faire des programmes de restauration sociale n'est donc pas pour des catholiques, ni même pour les prêtres, quelque chose de condamnable?

—Non! le Souverain Pontife considère cela comme un bienfait.

67.—Quel a été le résultat de cet effort persévérant?

—"De cet effort persévérant, conclut le Souverain Pontife, un droit nouveau est né, qu'ignorait complètement le siècle dernier, assurant aux ouvriers le respect des droits sacrés qu'ils tiennent de leur dignité d'hommes et de chrétiens".

68.—Ce droit nouveau est-il né partout?

—Dans certains endroits, il est encore à naître. Mais il est né réellement dans plusieurs autres et grandit très rapidement; par exemple, en Belgique, on a les assurances sociales, les allocations familiales, des salaires minima, etc.

69.—Chez nous, sommes-nous bien avancés au point de vue législation ouvrière?

—Nous avons quelques lois éminemment sociales, comme la loi de l'extension juridique des contrats collectifs, la loi des accidents de travail, la loi de pension aux vieillards indigents; mais nous sommes plutôt en retard.

70.—Les lois ouvrières que nous possédons sont-elles toutes parfaites?

—Non! d'aucunes ont besoin de sérieux amendements.

71.—Comment se fait-il que nous soyons en retard: que nous n'ayons pas d'assurances sociales, d'allocations familiales, de salaires minima pour les ouvriers non organisés, etc.?

—C'est qu'à venir jusqu'à 1930, notre classe ouvrière, s'estimant dans une situation moins pénible que les cultivateurs de la campagne, ne faisait pas entendre trop de réclamations. Mais le problème ouvrier s'est posé chez nous subitement et d'une façon aiguë; il nous a surpris.

The Catholic and National Syndicalism

By Rev. Ed. Hebert, D.Ph., D.Th., D.D.

VI — Conciliation and arbitration

Conflicts are unfortunately to be foreseen. It is important to find a means if not to wipe out completely, at least, to reduce their number and weaken their effects. The remedy is conciliation and arbitration. The following resolution passed by the congress of Catholic and National Syndicates at Three Rivers in 1919 resumes in an admirable manner the doctrine of the Catholic Syndicalism on this subject. This is the text: "For the betterment of society and the harmony of social classes and with the design of avoiding strikes, unfortunately too frequent, this congress recommends as a means of regulating differences and settling disagreements which arise between employers and employees, conciliation and the principle of free arbitration, based on an equal representation in the choice of arbitrators and with the mutual understanding of accepting their final decision. By conciliation alone, arbitration may often be dispensed with and by the same means strikes may be averted. But to be effective it should be used in a spirit of good will, and with the full intention of doing Justice, by giving right to whom it is due. Those who would willingly and knowingly be unjust, are very rare. It suffices very often to make known a difficulty in order to have it disappear. When a complaint, serious or otherwise, is brought to the attention of both parties interested, it happens in most cases that an equitable solution will be given. In cases of strike it is important to bring the two parties together, in order to study the case in all justice and charity. If this meeting is held with fairness and loyalty on both sides, it will throw light on many misunderstandings and give powerful help to efface them. The workman, whose wrong doing has been recognized by his fellow workmen will accept his fate in a better spirit, and the employer who has been obliged to recognize the right of the complaint of his

employee, will safeguard his authority better. In the case where a mutual understanding is impossible the Catholic Syndicalism brings forth the tribunal of arbitration as a means of settling the difficulty. This tribunal is composed of an equal number of representative employers and employees. These representatives, in their turn, elect a third arbitrator and all united, after a serious study of the difficulty, render a final decision which binds the two other sides in the case.

It is superfluous to define the advantages of arbitration: let us only say that this tribunal is composed of unbiased men, without leniency, either on the side of the employer or the employee; this group is chosen to regulate all difficulties submitted to it. By its final decision, it gives satisfaction to both sides, puts an end to strike and maintains social peace. If the complete cessations of work is permissible under certain conditions, it must be admitted that there are circumstances, when, in all justice, complete cessation of work is not permissible. Hence the reason, that the Congress of Catholic Syndicates held at Three Rivers, adopted this other resolution: "The congress recommends the tribunal of arbitration with obligatory sanction for the solution of litigations concerning the working conditions of firemen, policemen, employees of the aqueduct, and in the organization of these tribunals of arbitration, the Government is held on principle to have the arbitrators named by both sides, even in a case of appeal". By this resolution the Catholic Syndicalism intends to safeguard the general interest of society and protect the rights of workmen. If it has the law to intervene it is not in order to have the arbitrators named by the government, it is solely to give a more efficacious sanction to the decision rendered by the arbitrators chosen by both sides in the case.



Nous rendons hommage à nos représentants qui, par leur compétence, leur travail et la confiance dont ils jouissent auprès du public, nous ont permis de dépasser en août 1936, de plus d'un demi-million, tous les records de ventes établis à La Sauvegarde depuis sa fondation.



plus puissant moyen de gouverner les sociétés; 2o On abandonnait les ouvriers sans aucune protection aux mains d'employeurs souvent sans conscience; On laissait l'industrie sans aucun règlement, laissant tout abandonné à la libre concurrence absolue.

Après bien des souffrances les ouvriers sentent le besoin de s'organiser, mais les unions ouvrières étant de fortes entraves dans le libre jeu des forces économiques, on leur fit toute l'opposition possible. Léon XIII se dressant avec courage contre les économistes et les puissances politiques, parla. Il proclama la légitimité des associations ouvrières.

Les patrons, n'en sentant pas le besoin, sont restés sourds à l'appel. Mais l'ouvrier a répondu si nombreux que dans les pays civilisés les syndicats ouvriers sont des forces réelles. Les ouvriers ont obtenu plus de justice, et si ces unions ouvrières se sont appuyées sur la doctrine évangélique, elles ont accompli dans la classe ouvrière un beau travail de formation morale.

Continuant sa causerie, le conférencier démontre que si les unions internationales tentent d'opposer la force à la force, les syndicats catholiques s'efforcent d'abattre le mur qui sépare patrons et ouvriers, par la formation de syndicats patronaux et de syndicats ouvriers, d'où sortira un organisme qui les unifiera, les fera marcher d'accord, et saura mettre à la base de leurs pourparlers la justice et la charité.

Me Cartier remercie le conférencier. "Jamais, dit-il, jeune homme ne m'a fait autant réfléchir". Dans un langage à la portée de tous, il fait saisir une question dont on entend souvent parler, mais qu'on a toujours trop peu comprise. L'idée essentielle à retenir, c'est que les unions ne doivent pas chercher à créer entre patrons et ouvriers un esprit d'opposition et d'antagonisme, mais, tels les syndicats catholiques, chercher à implanter l'harmonie.

L'Eglise possède la vraie doctrine sociale. Recourons donc à notre clergé en toute confiance. Le président souligne le fait qu'à l'occasion de grèves récentes, alors que les protestants étaient consentants à accepter l'intermédiaire du prêtre, les catholiques s'y opposaient. Triste fait mais qui démontre la mentalité de trop de Canadiens.

Nap. PICOTTE, Secrétaire.

Le Richelieu, 7 oct. 1936.

M. Phil. Girard traite du système corporatif

La récollecion mensuelle des anciens retraitants — Délégations de plusieurs paroisses — Me Jacques Cartier présente le conférencier — L'esprit du syndicat catholique: implanter la justice et la charité

Plus de cent anciens retraitants étaient réunis à la Villa Saint-Jean de la Lande, dimanche dernier, afin de prendre part aux exercices habituels de la récollecion mensuelle.

Saint-Remi, Saint-Jacques le Mineur, L'Acadie, étaient dignement et numériquement représentés. L'A. C. J. C. de Saint-Jean avait délégué un bon groupe qu'accompagnait M. l'abbé Raymond, aumônier.

Le Révérend Père Supérieur présida les exercices du chemin de la Croix. On recommanda aux prières, M. Prairie, premier membre décédé parmi les anciens retraitants de Saint-Jean.

Me Cartier salua avec joie la famille des Anciens, famille qui se développe, qui augmente. Il présenta le conférencier, M. Philippe Girard, employé de tramway, et président du Conseil Central des Syndicats de Montréal. M. Girard, dit le président, vous démontrera comment on peut transporter dans la réalité de tous les jours, les immortels encycliques de Léon XIII et de Pie XI.

M. Philippe Girard a parlé du système corporatif. D'abord le

conférencier a démontré que l'organisation professionnelle n'est pas le fait des organisations internationales, comme on le prétend en certains milieux, mais existait bien avant que celles-ci fussent fondées, c'est-à-dire, depuis le moyen-âge.

Ces associations portaient le nom de "Corporation" et chaque corporation avait son conseil supérieur qui voyait à maintenir l'harmonie entre la production et la consommation. Ce conseil faisait des lois sur les salaires, sur le nombre des apprentis, sur la qualité des marchandises, sur tout ce qui regardait la corporation; ces lois, après examen, étaient sanctionnées par l'état.

Chaque corporation formait deux comités: l'un voyait à la formation morale des membres, l'autre s'occupait des oeuvres de prévoyance et de secours.

Des abus se glissèrent dans ces corporations, mais alors qu'il au XVIIIe siècle, on mit tout en oeuvre pour les détruire, sans rien y substituer. Conséquemment: 1o On enlevait aux gouvernements des peuples leur

AVEC LES COMPLIMENTS

de

Superheater Co. Limited

Dominion Square Building

MONTREAL

AVEC LES COMPLIMENTS

de

Charles Gurd & Co. Limited

Tél. DOLLARD 9488

VOTRE CREDIT EST BON

J. Garmaise, Limited

CONFECTION POUR DAMES

6729, RUE ST-HUBERT (à quelques portes au nord de St-Zotique) MONTREAL

AVEC LES COMPLIMENTS DE

Munderloh & Co. Ltd.

481 RUE VITRE OUEST

MONTREAL

AVEC LES COMPLIMENTS DE

Potter & Moore Co. Limited

426, RUE STE-HELENE

MONTREAL

AVEC LES COMPLIMENTS DE

D. F. Morgan Limited

4821 RUE ROUEN

MONTREAL

Tél. HARBOUR 6574

C. & A. SHATILLA

Nous spécialisons à fournir des marchandises pour les magasins de 5c, 10c, 15c à \$1.00 au Prix du Gros Seulement

319 RUE NOTRE-DAME EST

MONTREAL

Filature à LOUISEVILLE, P.Q.

Associated Textiles of Canada

Limited

ORGANSINEURS, TISSERANDS, TEINTURIERS.

IMPRIMEURS, FINISSEURS

Bureau principal: 800 immeuble University Tower,

Montréal

Bureaux de ventes:

Montréal, P.Q.

Toronto, Ont.,

Winnipeg, Man.

Vancouver, C. B.

Dans les Syndicats à Montréal et dans la Province

Sous ce titre désormais nous avons l'intention de publier les communications des différents Syndicats catholiques de la province. Nous invitons donc les Conseil centraux des Syndicats catholiques à profiter de cette page pour faire connaître dans toute la province leurs progrès, leurs activités, leurs suggestions et en général tout ce qui, chez eux, pourrait avoir un caractère d'intérêt commun.

Le Syndicat catholique des débardeurs en campagne de recrutement

BUT ET MOYENS D'ACTION

Le syndicat catholique national des débardeurs de Montréal, Inc. se dispose à entreprendre une grande campagne d'éducation et de propagande dans le but d'augmenter le nombre de ses membres. A ce propos, le bureau de direction de ce syndicat lance un message, sous la signature du sous-secrétaire, M. René Bouliane, dont voici les principaux passages:

Le syndicat catholique des débardeurs de Montréal Inc., affilié aux syndicats catholiques, est fondé pour protéger et revendiquer les droits des débardeurs du port de Montréal.

Tous les débardeurs savent qu'actuellement leur position est des plus critiques. Il n'y a qu'un seul moyen de remédier à cet état de choses. La formation d'un mouvement sérieux responsable et conscient de ses responsabilités. Le mouvement est formé. Il est sérieux parce qu'il n'admet dans ses rangs que des débardeurs d'expérience et moralement distingués.

Il est responsable puisqu'il est affilié aux Syndicats catholiques et qu'il est gouverné par une constitution basée sur les enseignements de la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Il est conscient de ses responsabilités puisqu'il tend aux débardeurs trompés et négligés une main secourable, dans un temps où les difficultés sont sans nombre.

Déjà un grand nombre de débardeurs sérieux sont entrés dans nos rangs. Nul doute que ce noyau solide, sous la conduite de ses officiers désireux du bien-être de ses membres, sera appelé à négocier le contrat de travail de 1937, avec la "Shipping Federation" et qu'il verra à maintenir un salaire raisonnable et des conditions de travail humaines pour les débardeurs. Nous prions donc les débardeurs convaincus de la valeur de notre organisation de bien vouloir faire leur application immédiatement au numéro 439 rue Notre-Dame est. Tél. BELAIR 3889.

Signé: René Bouliane, secrétaire.

Election des officiers généraux

DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE.

Le syndicat catholique national des travailleurs de la chaussure de Montréal, au cours de sa dernière assemblée générale, vendredi soir, a procédé à l'élection du président général et de l'agent d'affaires, pour le prochain terme. M. Emile Sansoucy, président général, et Alfred Blais, agent d'affaires, tous deux sortant de charge, ont été réélus par acclamation.

Elections chez les tailleurs de cuir et les tresers

Résultat du 9 octobre: Président, C. Dorval; 1er vice-président, P.-T. Beauchesne; 2e vice-président, A. Bernier, se-

Succès des textiles

S.-Hyacinthe, 15. — Le syndicat catholique des ouvriers de l'industrie textile, a conclu une nouvelle entente avec la "Consolidated Silk Mills Limited", dont M. Maurice Bernstein est le gérant. Par cette entente, les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire, et le privilège de l'atelier fermé, avec l'obligation pour le syndicat de fournir toute la main-d'oeuvre nécessaire au bon fonctionnement de la filature. Faute de remplir cette obligation, de la part du syndicat, la compagnie pourra engager des ouvriers à son choix.

M. Archambault élu président

Les membres de l'Association des employés des hôpitaux ont élu leurs officiers au cours de leur assemblée générale, tenue au No 1231 rue DeMontigny est. Les officiers élus sont les suivants: Président, Maurice Archambault; vice-président, G. X. Girard; secrétaire-archiviste, Bernard Chamberland; trésorier, Armand Terreault; secrétaire-financier et agent d'affaires, E. A. LaCaire.

Les rapports soumis à l'assemblée ont démontré aux membres que l'association est dans la voie qui mène aux plus beaux succès, mais ils ont encore pu se rendre compte qu'une collaboration plus suivie et de tous les employés de nos hôpitaux est d'une nécessité absolue pour réaliser tout le but de la fondation de cet organisme.

Les membres ont entendu avec intérêt les rapports soumis et ils se réjouissent des succès obtenus au cours du congrès de la C.T.C.C. au sujet de la demande de l'association à être faite au gouvernement provincial d'augmenter les octrois annuels aux hôpitaux. Cette requête serait, paraît-il, fortement appuyée par l'association des médecins.

Employés des laiteries

Comme tout le faisait prévoir, le ralliement des employés des laiteries hier soir, à l'édifice des syndicats catholiques, a été un franc succès. Plus de 400 employés de divers départements y étaient présents. Un vif enthousiasme a régné dans l'assemblée. Les orateurs furent MM. Clovis Bernier, assistant-inspecteur en chef des établissements industriels de la province de Québec; Alfred Charpentier, président de la C. T. C. C.; Paul Boucher, de la commission de l'industrie laitière; M. l'abbé H. Handfield, aumônier du syndicat des employés des laiteries, et Me Jean Fauteux, conseiller légal.

A l'issue de la séance furent élus MM. René Desjardins, président; Lionel Trudeau et Roland Giguère, vice-présidents, Gaétan Gravelle, secrétaire et agent d'affaires.

crétaire-archiviste, E. Robineault; assistant-secrétaire, A. Marsan; trésorier, A. Plouffe; sentinelle, E. Soulière; délégués au Bureau exécutif général: P. Dorval, E. Robineault, local No 5; P. Beauchesne, E. Soulière, R. Ruelle, local No 3; délégués au Conseil central: P. Dorval, P. Beauchesne, E. Soulière, A. Plouffe.

Nouvelles du diocèse d'Ottawa

Notre aumônier, le R. P. L. Gratton, O.M.I., est revenu d'un voyage en Europe. Parti avec le groupe des anciens combattants canadiens pour Vimy, le R. P. L. Gratton, a visité la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Hollande et l'Allemagne. Il a profité de son séjour outre-mer, pour visiter les centres ouvriers et pour faire connaissance avec les grands sociologues de l'Europe. Ce voyage d'études sociales aura sa répercussion dans la direction de notre centre.

Nos deux centres d'études ont repris leurs activités avec septembre dernier. Le programme est varié, se concentre particulièrement sur la brochure intitulée "Des réformes en voici", publiée par les éditions jocistes et dues à la plume du R. P. J. Leveck, C.S.S.R. En février et en juin tous les élèves inscrits subiront un examen écrit sur la matière étudiée. Des réunions intercircles auront lieu au cours de l'année.

Nos syndicats de la construction ont eu du travail sur les contrats du clergé durant la saison d'été. Il importe de mentionner en particulier, le sanatorium de Hull, le séminaire universitaire, la maison-mère des Soeurs Grises de la Croix d'Ottawa, etc. Nous avons eu à déplorer l'envahissement de notre centre par des ouvriers et des syndiqués étrangers qui auraient dû rester chez eux.

Nos comités conjoints de la construction, de la boulangerie et des barbiers n'ont pas, à date, remporté tout le succès désiré, faute de finance pour le fonctionnement normal de telles institutions. Malgré cela, nos comités sont actifs et espèrent que la Législature de Québec amendera la loi dans le sens déjà demandé par la C.T.C.C.

Nos Syndicats locaux se réjouissent que le congrès de la C. T. C. C. tenu à Saint-Hyacinthe ait adopté la tenue des livres en vigueur dans notre centre. Il est incontestable qu'avec ce système, un contrôle sérieux et efficace pourra être fait. En vigueur ici depuis plusieurs années ce système n'a eu que d'excellents résultats.

L'inclémence de la température n'a pas permis une célébration de la Fête du Travail, comme nous l'aurions désirée. Les finances se sont particulièrement desséchées de la température. La démonstration religieuse a cependant réuni près de 1500 ouvriers et syndiqués en l'église Notre-Dame de Grâce. Mgr G. Forbes, archevêque d'Ottawa, présidait la cérémonie.

Notre centre tient beaucoup aux réunions du comité exécutif des divers syndicats. Nous devons dire que ces réunions ont une puissante répercussion sur le fonctionnement de l'Union. Le comité exécutif du Conseil Central soumet rapport écrit à chacune des assemblées générales. Nous conseillons aux centres qui n'ont pas cette coutume d'en tenter l'essai. Nous sommes assurés que le même succès couronnera leur travail.

Encouragez les annonceurs de la Vie Syndicale

“Sachez pourquoi je ne fais plus partie des unions internationales!”

Le “Monde Ouvrier” du 3 octobre publie, sous la plume d'un organisateur de Québec, un article embrouillé, intitulé: “Pourquoi faites-vous partie des unions internationales?” Comme, dans le district de Québec, il n'y a presque plus d'unions internationales, la réponse à cette question va se faire attendre longtemps. Vu, cependant, que dans le même territoire il y a de nombreux travailleurs syndiqués, il est, sans doute, à propos que l'un d'eux dise pourquoi il n'appartient plus aux unions internationales. Ce sera, il me semble, tant mieux pour l'opinion publique et la question du “Monde Ouvrier” ne restera pas ainsi sans réponse.

Je dois dire d'abord que l'article en question est très quelconque: il ressasse toutes les vieilles rengaines que certains chefs internationaux entretiennent contre les syndicats catholiques. De plus, le susdit article sent le dépit d'un mourant qui ne veut pas disparaître sans essayer de faire un “hit”.

Mais passons. Je dirai ici bien clairement pourquoi je n'appartiens plus aux unions internationales.

C'est parce que j'ai trouvé mieux qu'elles pour protéger mon gagne-pain;

parce que la neutralité religieuse, c'est un peu comme la jument de Roland, qui n'avait qu'un défaut: celui d'être morte;

parce que cette neutralité est absurde et impossible: à preuve, c'est que l'auteur affirme que l'oeuvre des unions internationales est basée sur la charité chrétienne, (tu parles d'une neutralité!);

parce que je suis catholique et que je dois obéir au Pape qui a dit qu'il faut des syndicats catholiques, (donc qu'il faut y adhérer), et que ceux qui ne se rendent pas à cet ordre sont des entêtés et constituent une nouvelle sorte de “scabs” de leurs devoirs sociaux;

parce que les méthodes internationales pour améliorer les conditions des ouvriers sont enfantines: elles consistent à crier fort comme des écoliers derrière un tramway pour le faire arrêter;

parce que le mouvement international est un mouvement qui est soit un neutre, (la fameuse neutralité) soit en grande vitesse. Dans le premier cas, il ne fait rien. Dans le second, il donne violemment, sans concilia-

tion, dans l'impasse qui est la grève, et à la fin, il “baise la vieille”, (celle de la grève de la Wabasso, aux Trois-Rivières, est un exemple); après avoir “baisé la vieille” il “baise le fouet de l'employeur”;

parce que les unions internationales sont comme une horloge qui marche sans aiguilles, car elles n'ont pas de doctrine sociale; et elles ne peuvent en avoir parce qu'elles sont neutres;

parce que les employeurs avec qui il faut collaborer ne veulent plus de ces unions et qu'ils sont fatigués des relations qu'ils ont eues dans le passé avec des gens dont la politique est de donner la main pour mieux frapper du poing;

parce que ces sortes d'unions n'ont pas de nom, vu qu'elles n'ont pas de personnalité civile, et que conséquemment elles n'ont aucune responsabilité civile de leurs actes; quant à la responsabilité morale, cela leur est inconnu parce qu'elles sont neutres (toujours);

parce que les unions internationales, depuis les débuts du siècle, ont si gauchement organisé les ouvriers qu'elles ont laissé choir les travailleurs dans la mendicité organisée depuis 1929 et qu'il faut maintenant des syndicats catholiques pour relever ces mêmes travailleurs avec l'aide de la législation provinciale;

parce que, comme travailleur, je ne puis habiter les Etats-Unis, et comme citoyen, la province de Québec; et que la dissimilitude des intérêts industriels américains et canadiens me déconseille cette dualité de domicile;

parce que l'internationale, aux Etats-Unis et au Canada, ce sont deux choses différentes et que si, au delà des frontières, elle peut être un bien, ici dans notre pays, elle n'en est pas un;

parce que la présence des amoniers dans les milieux syndicaux est une force intellectuelle et morale qui nous fait mieux apercevoir les buts et les moyens;

parce qu'en somme j'aime mieux obéir au Pape, à nos Evêques qu'à Omer Fleury, lorsqu'il nous est ordonné d'organiser notre gagne-pain catholiquement et non en neutres, et que la neutralité est le reflet des impuissants.

Un syndiqué catholique.
L'Action Catholique de Québec.

Un livre que nous devons lire:

“Choisissons: la Doctrine sociale de l'Eglise ou la Ruine”

Tel est le titre du livre que vient de publier M. l'abbé J.-B. Desrosiers, P.S.S., très avantageusement connu dans les milieux ouvriers, qu'il a étudiés de près depuis plusieurs années. M. l'abbé Desrosiers a eu, en publiant ce livre, une grande préoccupation: montrer qu'il presse de sauver les classes opprimées “chez nous”, sinon notre peuple canadien-français si catholique pourrait lui aussi, comme d'autres peuples, connaître les pires malheurs.

L'auteur a réuni dans ce livre 24 radio-causeries sur la doctrine sociale de l'Eglise. Conséquemment, c'est dans un langage populaire et se plaçant dans notre milieu canadien qu'il expose qu'entre l'individualisme et le socialisme ou le communisme c'est le catholicisme social ou l'enseignement social de l'Eglise qui est la doctrine du salut, parce que c'est la doctrine du juste milieu. Après quoi il nous dit comment l'Eglise comprend la propriété privée; ce qu'Elle entend par le contrat de travail; ce qu'Elle désire en fait de législation ouvrière; ce qu'Elle pense de l'état actuel du monde et quelles sont les réformes sociales qu'Elle préconise. Dans un dernier chapitre il rappelle enfin l'urgence du redressement des consciences auquel l'Eglise exhorte tous les catholiques plus que jamais par le temps présent.

A noter que chacun des chapitres du livre de M. l'abbé Desrosiers est précédé d'une précieuse bibliographie et du plan du sujet développé dans chaque chapitre. Ce qui fait de “Choisissons: la Doctrine sociale de l'Eglise ou la Ruine” un manuel très précieux pour les hommes d'études, un manuel très profitable surtout pour tous nos dirigeants syndicalistes qui ont le souci de leur formation sociale catholique.

Quel excellent guide à utiliser aussi dans tous nos cercles d'études pour les aider à tracer leurs programmes. Tous nos syndiqués catholiques se doivent de se procurer ce livre!

Alfred CHARPENTIER

“Choisissons: la Doctrine Sociale de l'Eglise ou la Ruine” se vend 50 sous seulement l'exemplaire au Secrétariat des Syndicats catholiques nationaux de Montréal.

La manifestation du 25 octobre

IL FAUT QUELLE SOIT IMPOSANTE

Le dimanche 25 octobre prochain, au Manège militaire, sous le patronage de S. E. Mgr Gauthier et les auspices du comité des Oeuvres catholiques de Montréal, se tiendra une grande réunion publique, dont l'objet est double: manifester l'attachement à son Eglise de la population catholique de Montréal; protester contre les outrages et les persécutions auxquels la religion est actuellement en butte dans plusieurs pays, notamment en Espagne.

Cette manifestation est d'une indiscutable opportunité. Il faut qu'elle soit imposante. La chose sera très facile si seulement les catholiques veulent s'en donner la peine, si ceux qui connaissent un peu ce qui se passe à l'étranger — et même chez nous — renseignent ceux qui ne savent point.

Evidemment, tous les pays n'en sont pas au même point. Et l'Espagne elle-même n'en était pas, il y a cinq ou six ans, où elle en est aujourd'hui. Mais les idées courent le monde et se moquent bien des frontières. Nous avons, au Canada, dans les milieux non français — et jusque chez nous même, ainsi que vient de le rappeler S. E. Mgr Gauthier — une organisation communiste active, et même puissante. Nous venons de voir, par ailleurs, comment on peut, au bénéfice des révolutionnaires d'Europe, manoeuvrer un corps syndicaliste qui ne contient pourtant qu'une minorité de communistes et de socialistes.

C'est assez pour marquer que la manifestation du 25 octobre, en même temps qu'une preuve d'attachement à l'Eglise et de sympathie aux catholiques violemment persécutés, devra être un acte de défense et de protection personnelle.

Nous n'avons pas le droit de croire que nous vivons en vase clos, hors de toutes les prises de l'ennemi, ni d'agir en conséquence.

Nous avons, au contraire, le strict devoir d'ouvrir tout grands nos yeux, de bien voir les réalités, de prendre toutes les mesures qu'impose la défense de la Foi, de l'ordre public et de nos plus hautes traditions.

Omer HEROUX.

Vouloir vivre!

De bonnes âmes prétendent que la moitié de notre population devrait travailler d'arrache-pied afin de faire vivre l'autre moitié dans l'oisiveté.

Nul doute que ces sentiments partent d'un bon naturel.

Il est cependant une loi qui oblige tous les hommes à travailler. Pas plus de nos jours qu'autrefois, cette loi ne s'applique qu'à une partie de l'humanité.

Nous comprenons qu'il est des pays surpeuplés où le travail étant rare et les terres toutes défrichées, une partie de la population doit nécessairement et forcément chômer durant les périodes de crise économique.

Heureusement pour nous, au Canada, il n'en est pas ainsi. Nous avons des régions entières, grandes comme des pays européens, en terre arable non cultivée ou, par milliers, des familles pourraient trouver à se placer.

Dans ces régions, après avoir défriché le sol, ces gens pourraient lui faire produire toutes les denrées nécessaires à la vie, comme ils pourraient aussi y trouver l'abri, le vêtement, le chauffage.

Dans un pays où l'on peut vivre et progresser sur des terres de cette valeur, moyennant du travail intelligent et une aide proportionnée aux besoins réels, a-t-on le droit de vivre dans l'oisiveté, sous le prétexte que les autres sont obligés de nous nourrir, de nous vêtir, de nous fournir un abri et du chauffage?

Il est de bonnes âmes qui nous rebattent les oreilles avec cette réflexion: “Si ces familles n'aiment pas, ça, la terre” ou encore cette autre: “Si elles ne connaissent pas ça, la terre!”...

Quand on visite les industries de nos villes, ou encore celles du pays voisin, on rencontre des milliers de familles canadiennes qui ont délaissé les fermes ancestrales à regret bien souvent, pour aller travailler dans des usines, des cordonneries, des fabriques de coton ou de soie.

Ces gens n'aimaient pas cela, ils ne connaissaient pas ce genre de travail.

Ils y sont allés quand même. Les métiers qu'il ne connaissaient pas, ils les ont appris.

Rendus sur les lieux, si ces Canadiens ne s'étaient pas donné la peine d'apprendre le genre de travail qu'on exigeait d'eux, ils auraient crevé de faim et de froid.

Pourquoi en serait-il autrement quant au défrichement des terres arables et de leur culture?

Et pourquoi ceux qui travaillent pour faire vivre leurs familles, ceux qui, à force de sacrifices et de peines, arrivent à établir leurs enfants en cultivant la terre et en défrichant des champs nouveaux, pourquoi, dis-je, ceux-là seraient-ils obligés de faire vivre les autres dans l'oisiveté, lorsque nous avons tant de millions d'acres de terre arable à mettre en valeur par le défrichement et la culture?

Dans ces conditions, pourquoi ne pas vouloir vivre?

J.-Ernest LAFORCE

Au nord-ouest québécois

Dans le pays abitibien où les filons aurifères ont attiré tant de prospecteurs et justifié la construction de villes comme Rouyn, Noranda, Duparquet, Val d'Or, il est des terres arables d'une richesse égale à celle des bonnes terres des prairies de l'Ouest canadien.

Le sol est généralement formé d'alluvions argileuses et par endroits est surplombé de rochers où les minéraux montrent leurs veines sinueuses.

Coupé par divers cours d'eau, parfois majestueux, arrosé par des lacs qui font la joie des pêcheurs, offrant aux rayons du soleil une surface de terre ondulée où l'égouttement est presque naturel, l'Abitibi minier offre l'avantage d'un climat favorable à diverses cultures plutôt risquées dans les régions montagneuses.

Et la situation de ce pays, au milieu des mines d'or, assure à ses défricheurs l'avantage d'un marché comme les agriculteurs des vieilles paroisses du Québec aimeraient bien avoir.

Dans divers milieux urbains, parfois, dans des milieux ruraux, l'on condamne tout mouvement de colonisation parce que, dit-on, il y a trop de production agricole.

Sûrement pas au pays du Québec où, pour se nourrir, les gens doivent importer d'ailleurs pour une certaine de millions de produits agricoles, annuellement.

Mais il se rencontre tant de gens qui ignorent ces faits. “Ce n'est pas tout de produire”, disent ces gens qui sont convaincus de la surproduction agricole du Québec, et ils ajoutent: “Il faut vendre!”

Ce n'est pas très fort comme raisonnement, car, avant de produire pour vendre, il est préférable de produire pour se nourrir, pour se vêtir, pour se chauffer et se loger confortablement. C'est ce que trop de nôtres oublient... pour le bénéfice des autres.

Mais en supposant que ces adversaires de la colonisation aient raison, leur théorie ne vaudrait pas pour l'Abitibi minier, car là, les défricheurs ont un marché à leur porte même.

Il est entendu que les six premiers pouces du sol abitibien valent plus que tous les grains d'or que peuvent renfermer les filons les plus riches; et il est également vrai que les défricheurs du pays des mines d'or pourront profiter du développement minier de la région.

Si, aux avantages naturels, l'on ajoute ceux offerts par le gouvernement sous forme de primes de défrichement, primes de labour, de construction de maisons, d'écoles, d'écoles-chapelles, primes pour les gardes-malades, pour l'égouttement des terres, pour l'industrie laitière, enfin, primes sous forme de distribution de grains de semence, nous sommes forcés de conclure que personne ne peut raisonnablement se croire justifié de vivre aux dépens des autres... quand il est de telles opportunités au pays canadien.

Une visite dans cette région convaincra les plus incrédules.

J. Ernest LAFORCE

le 19 septembre 1936.

A nos yeux, seul le dernier sens est raisonnable. Quand on nous parle de corporation ou d'organisation corporative, nous entendons qu'il s'agit de construire dans l'ordre professionnel un corps ayant une autorité propre et capable de s'intégrer à sa place dans l'ensemble des organismes qui composent la société moderne.

Une déclaration qui ne satisfait personne

C'est celle du président des Unions internationales au sujet de la fameuse résolution par laquelle ces Unions adressaient leurs sympathies au Front Populaire d'Espagne

Nous voulons croire que M. Draper n'est pas communiste du tout, mais force nous est de reconnaître que son point de vue sur les événements espagnols ressemble beaucoup à celui des communistes des pays neutres.

La déclaration de M. Draper ne fera pas oublier la résolution de sympathie adressée par le Congrès des Unions internationales aux communistes d'Espagne. Elle est trop embarrassée pour être satisfaisante.

Pas communiste, M. Draper fait inconsciemment le jeu des communistes, faute d'une doctrine religieuse à la base de son organisation professionnelle.

Il en est de même de toute l'organisation qu'il préside.

C'est pourquoi nos ouvriers

catholiques et nos employeurs catholiques doivent préférer le syndicalisme catholique, fait pour eux, à l'unionisme neutre, qui s'accommode de tout, même du communisme, même du sacrifice des intérêts canadiens aux intérêts américains, même de la servitude canadienne-française à l'égard de tous les autres éléments ethniques voire minoritaires.

La belle affaire que la neutralité, sous l'enseigne de laquelle, dans la pratique, la religion et la nationalité des Canadiens-français disparaissent au profit de la religion, de l'irréligion et de la nationalité... des autres.

Eugène L'HEUREUX
de l'Action Catholique

PHARMACIE PINSONNAULT

1390 RUE ONTARIO EST, COIN PLESSIS - MONTREAL
Tél. AMherst 5544 - CHerrier 0376

"L'ORDRE NOUVEAU"

"Un monde s'écroule, écrivaient dernièrement les évêques de France, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre."

Ces paroles concernent aussi notre pays et c'est pour aider les catholiques à construire cet ordre nouveau que les Semaines sociales du Canada et l'Ecole Sociale Populaire ont décidé de publier de concert un bulletin bi-mensuel.

"Ce bulletin vient à son heure, nous a écrit le cardinal-archevêque de Québec. L'opinion publique, travaillée depuis vingt-cinq ans par tant d'études et d'organisations d'action sociale catholique, est alertée et vigilante: elle suivra d'un oeil avide les exposés et les faits sociaux rapportés dans cette feuille nouvelle et commentés à la lumière des encycliques. Et puis, les autorités publiques elles-mêmes attendent de ceux qui pensent des directives et des orientations précises: il convient que la doctrine chrétienne s'applique à les leur fournir."

L'Ordre nouveau accordera aussi une attention spéciale au **communisme**. Le Souverain Pontife vient de demander à tous les hommes d'ordre de combattre vigoureusement ce fléau. Il suffit d'ailleurs de regarder ce qui se passe actuellement dans certains pays, comme l'Espagne, pour comprendre le danger que constitue la menace communiste. Des sources particulières d'informations nous permettent de renseigner nos lecteurs sur les menées communistes de travers le monde et tout spécialement au Canada. Bien grave est l'erreur de ceux qui croient notre pays à l'abri de ce danger. Nous voulons leur ouvrir les yeux. Nous ne rapporterons que des faits certains — mais ils seront nombreux et révélateurs — et nous indiquerons pour combattre le mal.

On voit, par ces quelques remarques, à qui s'adresse ce bulletin. A tous ceux qu'intéresse la restauration sociale de notre pays, restauration accomplie dans l'ordre et la justice, suivant les principes chrétiens; à tous ceux qui sont disposés à faire quelque effort pour empêcher la bolchevisation du Canada.

Les hommes publics, les dirigeants d'oeuvres, les chefs d'organisations professionnelles, les éducateurs, les prêtres, trouveront dans cette publication un intérêt et un profit particuliers.

Nous ajoutons aussi: les membres des **cercles d'études**. Nous voulons, en effet, pour répondre à une demande qui nous a été souvent adressée, leur fournir des directives et des plans d'étude pratiques. Toute suggestion, d'ailleurs, sera favorablement accueillie.

L'Ordre nouveau est publié le 5 et le 20 de chaque mois. (Rédaction: Secrétariat des Semaines sociales et de l'Ecole Sociale Populaire, 1961, rue Rachel Est, Montréal.) Le premier numéro, qui vient de paraître, est daté du 5 octobre.

L'abonnement annuel est de \$1.00 par année. Le numéro se vend 5 sous. S'adresser à l'Administration, 4260, rue de Bordeaux, Montréal.

LA DIRECTION

MODERNISEZ

VOTRE MAISON AVEC
LES PRODUITS

CRANE

APPAREILS SANITAIRES,
MATERIEL POUR CHAUFFAGE CENTRAL,
ROBINETTERIE, RACCORDS, TUBES,
TRAVAIL SUR TUBES, OUTILLAGE,
POMPES DOMESTIQUES, CHAUFFE-EAU, ETC.

CRANE

CRANE LIMITED, SIEGE SOCIAL: 1170 SQUARE BEAVER HALL
MONTREAL

USINES: MONTRÉAL ET SAINT-JEAN, QUÉ.

SUCCURSALES DANS TOUTES LES VILLES IMPORTANTES

Tactiques de mouvement . . .

Communiqué de la J. O. C.

Le jocisme est un **MOUVEMENT!**

Depuis quelques années déjà, "nous faisons de la JOC", comment la comprenons-nous, comment la regardons-nous?...

Il existe deux aspects généraux sous lesquels on peut "voir" la JOC: comme **ACTION CATHOLIQUE**; en second lieu, comme **MOUVEMENT**.

Quand on comprend la JOC comme Action catholique, on en saisit tout son sens surnaturel, on pense à la conquête des âmes comme but final de cette Action catholique. Invariablement, quand on pense à la "JOC—Action catholique", on se représente en esprit la scène d'un jeune ouvrier d'usine opérant par un contact la conquête individuelle de son compagnon de travail.

Voir **UNIQUEMENT** cet aspect de la JOC est dangereux! Dangereux dans ce sens que, d'une part on risquerait alors de tomber dans le conservatisme qui précède toujours la peur et le manque d'audace (pour nous, le manque de foi!)

Et d'autre part, voilant à nos yeux le mouvement lui-même, cette conception de la JOC nous montre trop les individus qui composent le mouvement. Aimant ces individus — malgré nous — pour eux-mêmes, la JOC devient conséquemment une "affaire d'amis".

Mais, me direz-vous, cela ne constitue pas un danger réel. La conquête et le travail de transformation que nous ferions alors serait encore bien appréciable. . .

D'accord!

Mais nous sommes au vingtième siècle, et l'Action catholique, **POUR QU'ELLE VIVE INTENSEMENT** et qu'elle AIE **VRAIMENT RAISON DE LA MASSE**, doit être organisée sous forme de mouvement. Voici pourquoi: Tout d'abord, précisément parce que nous vivons au vingtième siècle et que c'est le siècle du "mouvement".

Car, ne l'oublions pas, un siècle d'insouciance et de laisser-aller prépare fatalement un siècle d'exigence et d'action. Tout comme une nuit de sommeil et de repos précède le réveil et la journée de travail et d'activités.

Le siècle du laisser-aller est fini: nous en sommes sortis. Et nous voici parvenus au siècle suivant, d'exigence celui-là! Après s'être laissé opprimer et finalement abattre, la masse — sous la poussée d'animateurs qui naissent à leur

heure — se réveille en sursaut et devient exigeante de ses droits.

L'Action catholique — devant ce fait — en tant qu'elle doit demeurer humaine et sociale doit répandre au besoin. Elle doit être sociale, réalisatrice pratique, audacieuse. Et tout cela à la fois, seul un mouvement peut l'être. Nous aurons du succès, nous le répétons, en autant que nous serons un **MOUVEMENT** d'Action catholique! Sans cela, elle sera comprise comme une "bonne oeuvre" sans rayonnement vaste et profond, et ce sera la léthargie, qui ne vaut guère mieux que la mort véritable!

Il va sans dire qu'il ne faut pas non plus voir **UNIQUEMENT** le **MOUVEMENT** dans la JOC. Un autre précipice nous attendrait alors, dans lequel nous irions tomber, celui de l'aveuglement humain.

Ne voyant que le mouvement, il arriverait ceci que, fatalement nous perdriions de vue le sens apostolique de notre action parce que nous serions trop préoccupés de la marche et de l'organisation proprement dites; parce que nous accorderions trop d'importance à l'enthousiasme qui nous anime, sans chercher à connaître la raison de cet enthousiasme; parce que nous serions tout-à-coup frappés **UNIQUEMENT** par notre activité **HUMAINE** et que nous oublierions le côté **DIVIN**, donc, nous oublierions le **BUT** en voyant trop les **MOYENS!**

Pour vraiment bien comprendre le jocisme, il faut sa-

voir concilier les deux: l'**ACTION CATHOLIQUE** et le **MOUVEMENT!**

Pour faire de la **VRAIE JOC** comme en **RECLAME** la classe ouvrière, il faut savoir accepter les deux, les unir et les faire travailler l'une en vue de l'autre dans l'ordre qu'on devine: le mouvement travaillant au service de l'Action catholique, au salut des âmes.

C'est une méthode osée, nous le réalisons. Elle présente de grands dangers, et c'est justement pourquoi nous avons **PEUR** de la JOC.

Mais il y a la hiérarchie, que nous ne pouvons ignorer, et c'est précisément son rôle de surveiller l'esprit des dirigeants. N'appelle-t-on pas d'ailleurs l'aumônier jociste le **CONSEILLER** et le **GUIDE** de la section jociste?

C'est donc à lui qu'il appartient de conserver les chefs dans le ton et d'éviter les faux pas toujours possibles; un aumônier jociste de vigilance ne risquera pas de tels dangers. . .

Aussi, pour résumer, disons: Qu'il faut comprendre la JOC comme Action catholique et comme mouvement, à la fois.

Ceci nous causera de nombreuses difficultés; car, à certaines heures, faire partie **ACTIVE** d'un mouvement, et le comprendre. . . c'est de l'héroïsme parce que ceci exige l'oubli total de soi, de ses opinions, de ses impressions personnelles pour travailler allégrement au triomphe des idées du Chef!

Nous sommes un mouvement d'Action catholique, donc un mouvement du Christ. Donnons tout simplement tout pour le triomphe du Christ!

Nous comprendrons alors vraiment, et **MOUVEMENT**, et **ACTION CATHOLIQUE**. . . et notre JOC sera **VRAIE!!!**

STAN.

Avec les
COMPLIMENTS
de

Consolidated Silk Mills, Limited

Lancaster 4959



DAIGNAULT-ROLLAND CO.

FABRICANTS D'ARTICLES DE SPORT

911-917 RUE HERMINE

MONTREAL

Le développement du mouvement coopératif à travers le monde

Le Bureau international du Travail a dénombré, dans l'ensemble des pays sur lesquels il a pu recueillir des données, plus de 63,000 sociétés de coopératives de consommation, groupant 90 millions de membres, plus de 62,000 sociétés coopératives d'habitation, avec 14 millions de membres, près de 488,000 sociétés coopératives agricoles, avec 44 millions de membres.

Pour les exercices 1934, ou commencés en 1934 et clos en 1935, le chiffre d'affaires des sociétés coopératives de consommation s'est élevé à près de 63 milliards de francs suisses, celui des coopératives agricoles à plus de 7 milliards; le montant des capitaux assurés (incendie, mortalité du bétail, autres risques) par les coopératives ou mutuelles agricoles d'assurance a dépassé 6 milliards de francs suisses, et le mouvement général des fonds des coopératives rurales et urbaines de crédit, 109 milliards.

Ces chiffres figurent dans la nouvelle édition de l'Annuaire international des organisations coopératives, que publie le Bureau international du Travail, et qui contient d'intéressantes statistiques sur le mouvement coopératif pendant la période de dépression économique.

Dans la première partie, elle présente le répertoire des organisations coopératives. Des renseignements y sont donnés sur 728 fédérations et organisations centrales coopératives dont l'activité s'étend à 57 pays. Pour chaque organisation et pour la date la plus récente, sont indiqués autant que possible son titre (avec la traduction en français, anglais et allemand), son adresse, la date de sa fondation, son bureau, son organe officiel

(avec la périodicité et le tirage), ses affiliations nationales et internationales, le nombre de ses membres (sociétés et membres individuels) et une donnée numérique caractéristique mesurant l'importance de leur activité.

Dans la deuxième partie, sont présentées sous forme de tableaux des données numériques complémentaires sur les diverses activités des organisations comprises dans le répertoire. Le tableau A indique le montant du capital et des réserves, le total du bilan, le chiffre d'affaires, etc., de 262 organisations centrales, autres que les organismes de banque ou d'assurance existant dans les divers pays. Le tableau B est consacré aux banques coopératives et aux centrales des coopératives de crédit, le tableau C aux sociétés coopératives d'assurance et aux caisses centrales d'assurance mutuelle.

La troisième partie, introduite pour la première fois dans l'édition antérieure, a été entièrement remaniée et considérablement développée. Les principales données numériques se rapportant à 14 catégories de sociétés coopératives primaires et à 12 catégories d'organisations coopératives centrales y ont été classées et récapitulées dans 31 tableaux qui, présentant pour chaque catégorie des totalisations par pays et pour l'ensemble du monde, constituent un essai de statistique internationale des organisations coopératives centrales et des sociétés qui y sont affiliées.

Dans la deuxième et la troisième partie, les données exprimant des valeurs ont été, aux fins de comparaison et de totalisation, converties en francs suisses.

Voilà tout votre devoir

Plus que jamais le syndicalisme a besoin d'un recrutement intensif. Les autorités religieuses et civiles l'ont reconnu dimanche dernier, lors de la Journée Syndicale. Le salut et la paix de notre province reposent sur le syndicalisme, car les besoins des ouvriers sont nombreux et pressants. Tous les métiers ont besoin de se protéger contre leurs exploités.

Cependant trop d'ouvriers restent apathiques devant les leaders qui s'imposent certains chefs. Il y a deux catégories d'ouvriers non organisés: 1o Ceux qui le sont soit par ignorance, soit par apathie; 2o Ceux qui préfèrent bénéficier du travail des autres plus convaincus de leur devoir social. Ces deux catégories sont les boulets que traînent par trop péniblement les ouvriers organisés, car non seulement on se laisse traîner, mais encore, on met des entraves au développement du travail organisé.

Devant l'encouragement non équivoque que les Syndicats Catholiques ont reçu dimanche dernier, il semble que pas un ouvrier de notre ville de Sherbrooke ne devrait rester en dehors de leurs rangs. Rester inactifs plus longtemps, c'est aggraver le mal et le malaise de notre classe ouvrière, c'est rendre son réveil plus difficile et plus lointain. Que les convaincus et les enthousiastes se lèvent donc en masse pour entreprendre une campagne de recrutement aussi vigoureuse que possible afin de

ramener la confiance et peut-être même la collaboration des nonchalants. Pour la cause syndicale il faut l'influence et l'expérience de chacun.

Ouvriers canadiens-français, vous n'ignorez pas que vos confrères sont sollicités de toute façon par les propagandistes communistes. Les laissez-vous endoctriner par ces athées et ces meurtriers? Lancez-vous donc dans la mêlée avec courage tant pour défendre vos frères de travail que les familles d'ouvriers: Ne vous arrêtez que lorsque vous les aurez tous convaincus de l'importance et de l'opportunité de votre mouvement catholique. La confiance des autorités repose sur vous, n'allez pas tromper leur attente. A l'oeuvre, à la conversion de nos frères les ouvriers! — L.-P. CAMIRAND, aumônier.

Le communisme en action

Le Times, de Londres, du 4 septembre, donne l'information suivante sur la façon dont les rouges mettent les maisons au pillage:

Anarchistes et communistes continuent de dévaliser systématiquement les habitations particulières et transmettent leur butin au Secours rouge. Avec l'aide d'un serrurier ils forcent les portes. Nous avons vu emporter ainsi pour plus de 3,000 livres de bijoux, d'argent et de vêtements. A la succursale du Crédit Lyonnais de Madrid, ils trouvèrent et volèrent des bijoux, des lingots d'or, des coupons, des billets de banque, valant plus de 300 millions de pesetas. Après ça, le gouvernement ne doit pas manquer d'argent!

La vérité sur les affaires d'Espagne

C'est une aberration de se battre pour des mesures d'ordre politique

Ce que nous vous disions, vous le savez tous, enfants de la Biscaye et de la Navarre, et c'est que, sur les fronts de bataille, luttent avec acharnement et se tuent les enfants de notre terre, du même sang, de la même race, qui vivent du même idéal religieux, du même amour de Dieu, de son Christ et de son Eglise, qui ont pour loi de leur vie la doctrine et la loi de Jésus-Christ, qui communient tous à son Corps sacré, mais dont l'aberration est de se battre pour des mesures d'ordre politique.

Fait très grave. Mais ce qui trouble et consterne notre coeur de prélats et de la sainte Eglise, nos fils, si épris d'amour pour l'Eglise dont ils suivent les doctrines, ont fait cause commune avec les ennemis déclarés et acharnés de l'Eglise, ils ont uni leurs forces aux leurs, ils ont fondu leur action dans la leur et ils attaquent féroceement avec toutes sortes d'armes leurs ennemis, qui sont leurs propres frères. Ainsi se réalise dans notre pays — qui fut en tout temps pays de paix idyllique et d'unité d'esprit — la terrible parole de l'Evangile: à savoir que les enfants se lèveront contre leur père, le frère contre son frère; avec cette note aggravante que, dans l'Evangile de la paix, il n'y a de guerre que contre les ennemis de l'Evangile, tandis que, dans notre région très chrétienne, s'entre-tuent les fils du même Evangile.

Avant tout, au-dessus de tout et avec tous, l'union devant les ennemis du christianisme

Fils très aimés: nous, avec toute l'autorité dont nous sommes revêtus et dans la forme catégorique d'un commandement qui dérive de la doctrine claire et inéluctable de l'Eglise, nous vous disons: *Non licet*.

Il n'est pas permis, d'aucune manière, sur aucun terrain, et moins encore sous l'aspect d'une guerre très cruelle — raison suprême des peuples pour imposer leur volonté — de diviser les forces catholiques devant l'ennemi commun. La doctrine de l'union devant les ennemis du christianisme, avant tout, au-dessus de tout et avec tous, que si souvent le Pape actuel a préconisée dans l'ordre pacifique des conquêtes de l'esprit, dans les luttes blanches des élections ou des travaux législatifs, doit s'appliquer sans réserve, sans excuses, au cas d'une guerre où l'on joue le tout pour le tout, doctrine et idéal, biens et vies, présent et avenir d'un peuple.

Il est moins permis encore, disons mieux, il est absolument illicite qu'après s'être séparé de ses frères, on s'unisse à l'ennemi pour combattre son frère, mélangant l'idéal du Christ à celui de Bélial (entre eux pas d'accord possible), et l'idéal dans ce cas,

L'ennemi est le monstre moderne du marxisme ou communisme

laissant de côté des points de vue où l'on prétend se garder sans tache, c'est d'exterminer l'ennemi, son propre frère en la circonstance, puisque le but de toute guerre est la déroute de l'ennemi.

Il faut sauver la force de cohésion qui conserve le christianisme de nos ancêtres

Il y a plus encore et nous ne faisons qu'indiquer d'un mot ces raisons:

Raison du scandale social que produit cette connivence; nos ennemis eux-mêmes ont le droit d'exiger de nous que nous soyons conséquents avec nos doctrines.

Raisons de charité dans son commandement le plus grave et son fondement le plus profond qui est le respect de la vie d'un frère. Illicite qu'il est le pacte de guerre ne nous dégage pas du cinquième commandement qui céderait seulement devant une guerre juste et licite.

Il est une autre raison, fils très aimés, raison que nous ne voulons pas taire, qui n'humilie personne, mais qui est un rayon de gloire pour le pays basque et navarrais. Dans l'abaissement profond qu'a souffert en Espagne le sentiment religieux, la Biscaye et la Navarre — sans méconnaître l'amointrissement du sens religieux dont souffrent tous les peuples modernes — ont conservé plus qu'aucune autre nation nos vieilles croyances. Bien unis tous, nous serons pour l'Espagne un exemple et une espérance aux heures difficiles de reconstruction spirituelle qui approchent peut-être. Nous laissons-nous briser par la discorde, alors nous perdons la force de cohésion qui peut conserver le christianisme de nos ancêtres et alors nous brisons le ressort d'expansion, non pas matérielle (jamais l'Espagne ne s'est mise en mouvement pour la conquête d'une toison d'or), mais le ressort de l'apostolat qui nous a donné, à travers les siècles, la primauté de l'esprit, hors de notre propre demeure.

Impossibilité de donner son nom et sa coopération aux ennemis de l'Eglise

Nous ne voulons pas terminer sans vous faire une communication intime et réduire à rien une

observation.

Notre conviction naît d'une certitude que nous avons à votre endroit, et c'est que personne parmi vous n'est capable de donner son nom et sa coopération aux ennemis de l'Eglise sans nourrir l'intention de mettre à profit cette union occasionnelle pour le plus grand intérêt de la religion dans notre pays. Jaloux de vos traditions et de vos coutumes, de vos libertés et de vos franchises jaloux par-dessus tout de la foi que vous professez, qui est tellement enracinée dans l'âme des générations qui vous ont précédés, votre désir intime et votre intention dernière est de conserver le dépôt sacré de tant de nobles et saintes choses qui vous ont donné, entre toutes les régions de l'Espagne, une physionomie absolument à part.

Pour nous, très aimés diocésains, nous avons comme vous le profond amour de tout ce qui est nôtre. A personne nous ne voulons céder la première place qui nous revient de droit, par la nature et la hiérarchie, dans l'amour légitime de notre pays et de tous les facteurs qui lui ont donné sa physionomie telle que nous l'ont léguée nos ancêtres. Mais nous devons détruire une distinction qui pourrait se baser sur le fondement même de notre conviction. Si nous marions — pourriez-vous dire — à la conquête de notre autonomie historique sur le terrain politique et religieux, ne pourrions-nous un moment faire céder le poids des raisons apportées par vous, en donnant seulement la main à l'adversaire, sans abandonner nos positions spirituelles et sans faire un pas vers l'abîme qui nous sépare de lui?

Il n'est pas permis de faire un mal pour procurer un bien

Non! cette distinction n'affaiblit en rien ce que nous avons avancé. D'abord parce que, pour un catholique, la première des raisons est celle de l'autorité quand il s'agit des intérêts spirituels et de ceux qui, sans être purement spirituels, se rapportent cependant à la conduite morale et à la vie éternelle. Ensuite parce qu'il n'est pas permis de faire un mal pour procurer un bien, et l'on ne peut faire passer la politique avant la religion. Avant la patrie, il y a Dieu, qu'il faut aimer au-dessus de tout. Enfin, il est souverainement dange-reux de pactiser avec un ennemi tenace, puissant, irréductible, tel que se présente celui qui, aujourd'hui, prétend à l'hégémonie sur toute l'Espagne; parce que la fidélité aux pactes n'oblige pas à ceux qui sont faits sans Dieu, fondement unique de toute obligation; parce que le communisme veut tout, et parce que, au terme de la lutte, quand vous vous trouverez être réduits à la minorité, face à un ennemi irrécyclable vu ses principes et son objectif social, vous vous verrez dans la situation lamentable qui est celle des minorités dans les régimes autocratiques, vu que le communisme a réalisé dans la vie sociale cette antilogie de régimes politiques.

Adjurant paternelle des pasteurs à leurs fidèles

Méditez ce que nous vous disons, notre très chers Fils. Pensez que la ruine de l'Espagne est la ruine de tous. En elle, comme dans le sein d'une mère, trouvent place tous ses fils, sans perdre pour autant leur physionomie particulière. Un régime de sagesse et de compréhension peut en Espagne régler toute aspiration légitime. Votre attitude d'aujourd'hui pourrait être le gage de futurs avantages, comme elle pourrait vous ménager la

La vérité sur les affaires d'Espagne

(Suite de la page 7)

perte définitive de ce que nous aimons le plus après Dieu. Vous ne manquez pas de mentors qui, dans ces heures d'extrême gravité, vous indiqueront les chemins que vous avez à suivre.

Entre temps, Fils très aimés, nous sommes là, le cœur et les mains tendus vers Dieu, pour qu'il abrège les jours de l'épreuve que nous traversons. Que le souvenir des morts fasse réfléchir les vivants! Que ceux-là, du haut du ciel, nous obtiennent la paix et des bénédictions pour la religion et la patrie qu'ils ont défendues dans les combats. Voyez la ruine immense que l'ennemi a accumulée dans notre foyer national. Prions tous pour que cesse la présente calamité et qu'apparaisse enfin l'aurore de jours meilleurs. Que le sang des enfants de notre terre fasse germer en elle les fruits d'une grandeur temporelle et de vie éternelle.

Si, comme nous l'espérons

avec confiance, très chers Fils, vous écoutez nos gémissements qui vous implorant et prêtez l'oreille aux enseignements fondés sur l'autorité supérieure, nous aurons gagné ce bien précieux qu'il sera versé moins de sang basque, le sang de ceux-là qui sont aussi nos fils très aimés.

Dans ces sentiments, et en vous redisant l'assurance de cet amour profond que nous vous gardons dans le Christ, nous vous renouvelons notre bénédiction, une bénédiction que nous envoyons spécialement à tous ceux qui, en ce moment, se sacrifient pour la religion et la patrie.

Le 6 août, en la fête de la Transfiguration de Notre-Seigneur.

MATEO (Mugica),
évêque de Vittoria;

MARCELINO (Olachea y Loizaga),
évêque de Pampelune.

Le mouvement nationaliste est sorti du peuple

Ce qu'est le mouvement de libération

C'est dans une de ces petites cours cordouanes, entre quatre murs éclatants de lumière, tandis que l'on attendait le raid quotidien et peu meurtrier des avions rouges, en sirotant un anis, que j'ai eu une longue conversation avec un chef des Phalanges et un señorito andalou qui, depuis, est tombé, fusillé sous les balles communistes. Pour la centième fois, j'essayais de percer l'âme de ce pays, de pénétrer ce "sentiment tragique de la vie", qu'a si bien analysé le Maître de Salamanque, et qui n'est nulle part, plus sensible que dans l'Espagne ensanglantée d'aujourd'hui. Le phalangiste m'exposait ses idées:

"On se fait à l'étranger, me disait-il, une étrange conception du mouvement de libération. Ce n'est pas le fait de quelques généraux factieux. Ce n'est pas un mouvement d'aristocrates. Vous le voyez. C'est, au contraire, un mouvement d'essence populaire et traditionnelle, une réaction contre le marxisme anarchique. Nous voulons un régime espagnol, et non un système né de la cervelle étrangère d'un Juif allemand ou de Russes à demi asiatiques. Les chefs du mouvement, à part Mola qui fut toujours monarchiste, ne sortent-ils pas du peuple? N'ont-ils pas été des républicains? Cabanellas, Queipo de Llano, Franco lui-même, dont le frère était ardent communiste n'y a pas si longtemps, Unamuno, qui déboulonna la monarchie, tous sont revenus de loin. Ils ont enfin mesuré le désastre où la République, abandonnée à une redoutable et criminelle panbêotie, entraînait l'Espagne.... C'est ainsi qu'est né le mouvement. On raconte en France que les gens de Madrid luttent pour la liberté, on tisse une auréole romanesque à la Pasionaria—qui n'est qu'une pétroleuse, comme la Nelken. Sait-on ce que représente le régime de Madrid? Savez-vous que depuis des mois, il n'y avait plus ni à Séville, ni

à Barcelone, ni à Madrid de sécurité personnelle? On était arrêté, menacé, soulagé de son argent à la pointe du revolver en pleine rue et quelquefois proprement exécuté. Voilà le régime que le Front populaire propose à l'admiration des masses! Mais les Prieto et les Giral en sont eux-mêmes effrayés. S'il y a parmi les communistes espagnols et français quelques esprits généreux — abusés par une fausse propagande — du moins doivent-ils savoir, et ils sauront un jour, ce que nous sommes; intéressés par-dessus tout à la chose publique, soutiens du capital, mais ennemis du capitalisme, de la "fortune anonyme et vagabonde" dénoncée il y a trente ans par un grand prince français. Ce que nous voulons, c'est abolir le système des partis politiques avec toutes ses conséquences: suffrage inorganique, parlement. L'ère de l'Etat libéral-parlementaire-capitaliste est finie. L'Etat national-syndicaliste doit permettre toute initiative privée compatible avec l'intérêt collectif. Nous répudions le système capitaliste qui se désintéresse des nécessités populaires, déshumanise la propriété privée et agglomère les travailleurs en masses informes vouées à la misère et au désespoir. Nous voulons — et je vous récite là en propres termes le programme de nos phalanges — un régime de la distribution, qui garantisse à tous le droit au travail et à la subsistance. Nous voulons l'élevation immédiate des conditions de vie économique et morale des masses."

Je croyais rêver... Ce programme, ce vocabulaire même était-il si éloigné de celui qu'ont adopté les communistes? Non, en vérité.

"Mais, il est une différence essentielle, rétorquait mon camarade Olivares, c'est que le mouvement des Phalanges antimarxistes n'est pas fondé, comme le communisme anarchique des gens de Madrid, sur la haine et sur la destruction."

Combien de fois, en effet, sur les murailles des pueblos andalous, n'ai-je pas lu l'inscription absurde: "Viva la dynamita! Viva la muerte!"

Les patriotes espagnols, eux, ne sont pas animés par la haine. Ce n'est pas à leur actif que l'on

peut mettre une seule des innombrables atrocités dont les rouges se sont rendus coupables en cent endroits, atrocités dont j'ai pu moi-même dresser le constat de visu, à Almendralejo, à Arahall, à Junte Genil. La prière que les patriotes espagnols adressent au ciel, que l'on récite quotidiennement dans les églises, la voici, dans sa simple noblesse: "O Seigneur, fais que le sang des nôtres serve à la rédemption de l'Espagne, à l'unité nationale de ses provinces, à l'unité sociale de ses classes, à l'unité spirituelle de son peuple!" Cela rend tout de même un autre son que le féroce "Vive la dynamite!" du Caliban andalou, semblable au monstre Catoblepas qui se dévorait les mains et les pieds sans le savoir.

Etranges journalistes

Je me demande ce que peut bien en penser André Viollis — à qui je garde malgré tout de l'indulgence, mais à qui je dénie le moindre esprit critique et dont le cœur tumultueux bat toujours pour la révolution, quelque sanguinaire qu'elle soit... Témoin, j'ai le droit de parler et je tiens à protester ici contre l'étrange attitude d'une partie de la presse dite de grande information, qui a accueilli depuis quatre semaines les racontars les plus éhontés. Quand à l'hebdomadaire auquel collaborent les Vogel, les Bloch, les Jacob, ses dithyrambes en l'honneur des pétroleuses et des nervis de Barcelone rendent un son étrange. Ces prétendus journalistes racontent mille horribles calembradaines pour justifier les crimes de leurs copains espagnols: les curés ont fait tirer sur la foule, n'est-il pas naturel de les étriper? Et il y a encore chez nous des imbéciles pour croire à ces sornettes!

Le crime du communisme espagnol, comme du communisme russe, c'est de prétendre réaliser les réformes sociales indispensables par la destruction et le massacre en masse, c'est de ne concevoir qu'un système purement matérialiste. Mais sur les ruines de l'Europe matérialiste va se lever, comme l'a annoncé Berdiaeff, une nouvelle Europe frémissante de foi et ardente au sacrifice, où la dignité humaine, l'intégrité morale de l'homme vont reprendre leur valeur.

Il est permis de penser que beaucoup d'esprits vont enfin s'ouvrir. Citerai-je l'émouvant exemple du député socialiste Frederico Lacgrove y Lopez, fusillé l'autre jour à Valladolid? Avant de marcher au lieu de l'exécution, il se repentit publiquement, adressa une prière à Jésus Crucifié pour la rédemption de l'Espagne et le rachat de ses fautes et, aux hommes du peloton en larmes, il commanda le feu d'une voix qui ne tremblait pas, en criant: "Arriba Espana!"

La "Phalange espagnole"

D'un article de M. Marcel Dutoy à *Gringoire*, un journal parisien qui n'a rien de cléricale:

La Phalange de Primo de Rivera, le fils du défunt dictateur! Je pouvais craindre de ne trouver sous la chemise bleu foncé, presque noire, que des fils de grande famille, des oisifs bons tout au plus à conduire des Hispanos en temps de paix et à jouer au soldat par ces temps de guerre. Or ces deux fascistes espagnols, les premiers que je rencontre, sont bien loin d'être des grands ou des moyens d'Espagne; ils ne sont même pas des petits bourgeois. Ils sont deux hommes du peuple aux mains calleuses, deux ouvriers luttant pour la liberté de leur pays et la leur.

La Phalange? Comme on se l'explique bien, cette haine des marxistes contre ces fascistes espagnols qui ont su grouper autour de leur drapeau et de leur programme les jeunes espagnols, du petit paysan au descendant des conquistadores!

C'est qu'il est le règlement idéal entre le capital et le tra-

Lettre ouverte à la section montréalaise du Parti ouvrier du Canada

M. le président,

Permettez, à titre d'Espagnol encore que naturalisé canadien, de faire quelques observations en public au sujet des manifestations que la Section Montréalaise a faites sur les questions de l'Espagne, lors de la réunion du comité tenue ces jours derniers.

Comme Espagnol, je pourrais regarder avec une certaine complaisance la sympathie que les ouvriers du Canada montrent pour les ouvriers espagnols, actuellement atteints par de bien grands maux. Mais en voyant que le parti ouvrier du Canada manifeste sa sympathie seulement pour un groupe d'ouvriers espagnols qui souffrent de la guerre, et pas pour l'autre groupe qui, probablement, en a souffert plus encore que celui du Front Populaire, franchement, je ne peux m'empêcher d'être désagréablement surpris, surtout en voyant que ce sont les ouvriers d'une nation d'ordre, de bons sens et de discernement comme est le Canada, qui font une manifestation de sympathie seulement pour cette fraction des ouvriers espagnols qu'ils appellent le Front Populaire!

J'ai une grande estime pour les organisations ouvrières qui, avec un critérium sain et juste, ont fait des efforts louables et ont obtenu des résultats évidents pour l'amélioration bien nécessaire des conditions d'existence et de travail. C'est un effort que toutes les classes sociales devraient regarder et je crois que la plupart, heureusement, le regardent aussi avec la plus grande sympathie; en outre, elles offrent leur coopération, même si elle ne peut être qu'indirecte et lointaine.

Mais c'est principalement à cause de la sympathie que j'ai toujours eue pour les revendications du travailleur, (et je pourrais montrer que j'ai coopéré à plusieurs de ces activités en Espagne) que j'ai vu avec la plus grande peine et la plus grande surprise, le parti ouvrier du Canada organiser une manifestation publique en faveur de ce qu'ils appellent le Front Populaire de l'Espagne. Si cette manifestation de sympathie et de coopération avait été adressée aux ouvriers du Front Populaire

vail, ce programme social des Phalangistes. Il est la réconciliation de l'employé avec l'employeur, le début d'une association fructueuse entre le patronat et le salariat. Il est le métayage industriel. Quand propriétaire terrien et métayer s'entendent, tous deux y trouvent leur compte. Pourquoi n'en serait-il pas de même entre le chef d'entreprise et ses ouvriers? La Phalange veut encore, par la création immédiate de la petite propriété, la suppression de ce prolétariat agricole, une des plaies de l'Espagne. Il n'est pas de progrès social qui effraie la Phalange; elle veut le salaire minimum, le contrat de travail, les vacances payées (je crois même qu'elle veut trois semaines et non deux!). Et la Phalange a réussi en un mois ce que nos démagogues n'obtiendront jamais: la suppression du chômage. Ce sont les fascistes espagnols qui viennent de déclarer: "Tout employeur qui emploie cinq ouvriers en emploiera six, sous peine d'être dénoncé comme mauvais citoyen!" Et dans toute l'Espagne occupée par les nationaux, vous cherchiez en vain un chômeur... Mais pour un homme comme Franco, on fait ce qu'on ne ferait pas pour M. Blum!

et, en même temps, à tous autres ouvriers catholiques ou même non-catholiques, probablement plus nombreux, qui se sont unis sous le nom de groupes nationaux, groupes monarchistes ou groupes carlistes et qui combattent tous chacun pour leur idéal, quoique ces idéaux soient bien opposés, on n'aurait pu qu'applaudir fortement l'esprit d'attribution, de charité et de coopération du parti ouvrier canadien.

Mais, venant du Canada, une manifestation de sympathie en faveur seulement des ouvriers du Front Populaire, sera reçue, permettez que je le dise ouvertement, avec la plus grande surprise dans tous les pays de la terre qui sont réellement bien informés de la réalité de ce qui se passe en Espagne, de la valeur des éléments qui constituent le Front Populaire actuel de l'Espagne et surtout du genre des activités qui sont la source des monstruosité qui, depuis à peu près cinq années mais spécialement depuis les deux mois à peu près que dure la guerre actuelle qui détruit l'Espagne, font frémir d'horreur tous ceux qui connaissent la nature de cette guerre et rougir de honte ceux qui ont, comme moi, quelque chose à voir avec l'Espagne.

Je suis absolument certain que nul des ouvriers canadiens qui ont voté la souscription et le message de sympathie pour les éléments du Front populaire de l'Espagne, n'a la moindre idée de ce que sont ces éléments et de ce qu'ils ont fait avant et font pendant cette guerre. Il est tout à fait impossible de croire que des ouvriers canadiens de la section montréalaise du parti ouvrier du Canada connaissent la réalité des faits de l'Espagne avant d'appuyer de leur vote cette manifestation de sympathie. Il est également impossible de croire que les autres qui n'ont pas protesté contre ce vote de sympathie, connaissent le genre d'activité et d'action des groupes ouvriers des troupes appelées "troupes rouges" ou encore loyalistes.

Parce que j'ai intérêt à ce que les autres pays connaissent le moins possible les résolutions prises par la section ouvrière montréalaise, car la connaissance de ces résolutions jettera un très grand discrédit sur votre association, je me permets de vous donner quelques renseignements et une information entièrement véridique sur des faits et des succès que, j'en suis bien sûr, les promoteurs de cette résolution ignorent complètement.

Ces faits, que je me permets de vous mentionner, non pas sans une très grande répugnance parce qu'ils constituent une honte et un discrédit épouvantable pour le pays où ils ont pu se réaliser, ces faits, ai-je dit, vous pourrez les voir relatés avec tous leurs détails et beaucoup plus longuement qu'il pourrait m'être permis de le faire dans une lettre ouverte comme celle que je vous écris, dans tous les journaux des autres pays et aussi du Canada. Vous verrez ces faits monstrueux dans les journaux qui n'ont pas d'intérêt à cacher la réalité de barbaries et de cruautés peut-être jamais vues dans l'histoire moderne et qui sont survenues dans les parties de l'Espagne qui sont encore gouvernées par les groupes guerriers portant des noms tels que: Front populaire, parti anarchiste, parti révolutionnaire, parti athéiste, parti anticatholique, parti populaire ultraradical et cinquante autres noms semblables.

(Suite à la page 9)

Tél. FR. 0117

Accommodation spéciale pour délégués

HOTEL LAFAYETTE

A.-H. PATENAUDE, prop.

Amherst et Demontigny (à proximité de l'édifice des Syndicats)

Lettre ouverte

(Suite de la page 8)

Vis-à-vis de ces partis, dont un petit nombre seulement sont composés d'ouvriers, bien qu'ils se classent comme Front populaire, dont la majeure partie des membres sont des anarchistes de profession, des vagabonds sans cesse occupés au vol et au banditisme, des forçats sortis de toutes les prisons espagnoles où ils étaient enfermés non pas pour des délits politiques ou sociaux mais pour des crimes de la plus mauvaise catégorie, crimes qui ne manqueraient pas d'indigner tout ouvrier canadien qui les connaîtrait.

Contre ces partis, ai-je dit, luttent des milliers et des milliers de vrais ouvriers espagnols qui se nomment parti ouvrier catholique, syndicat ouvrier chrétien, société ouvrière de telle ou telle sorte, travailleurs chrétiens, syndicats ou même société ouvrière de toute sorte sans aucune spécification religieuse comme, par exemple, société ouvrière libérale, société ouvrière républicaine, sociétés démocrates, fédération ouvrière chrétienne, travailleurs ouvriers carlistes, auxquels se joignent les 80% au moins des agriculteurs et des travailleurs de la terre.

Vous voyez donc que tant du côté rouge qu'ici on appelle loyaliste, que du côté national ou blanc, ou dit des libéraux et républicains de la droite, des libéraux et républicains modérés ou carlistes ou monarchistes ou même fascistes, (bien probablement les moindres qu'ici on appelle force rebelle, ce sont des ouvriers qui luttent les uns contre les autres et il y a probablement un plus grand nombre de vrais ouvriers du côté des groupes appelés blancs ou nationaux ou rebelles, si l'on veut.

Et quel est l'idéal de chaque parti dans la lutte? Je vous expose premièrement ceux du parti que vous considérez comme Front Populaire, auquel vous envoyez des messages de sympathie et auquel vous proposez de les soutenir par une souscription permanente.

Ils ont manifesté eux-mêmes leur idéal en différentes occasions et ils l'ont mis en réalisation sur une grande échelle depuis le commencement de la guerre et sur une échelle un peu plus petite depuis les cinq années d'existence de la république actuelle qui avait été acceptée, presque de la même façon, par les éléments républicains des deux partis qui aujourd'hui luttent l'un contre l'autre. La réalisation de cet idéal du parti du Front Populaire, qui se compose de plus d'une trentaine de

partis conduits par des idées le plus souvent différentes, est la cause de la guerre actuelle, guerre de destruction du pays et que pas un seul des 10,000,000 de Canadiens n'approuverait s'il essayait d'être juste et s'il connaissait la cause que défendent en cette guerre les ouvriers et non-ouvriers des troupes qui combattent ce que vous nommez le Front Populaire. Si jamais un Front Populaire était capable de réaliser en Canada, des actes et un programme semblables à ceux que réalisent et surtout se proposent de réaliser les partis pour lesquels vous montrez de la sympathie, je suis certain qu'il n'y aurait pas un seul canadien qui ne prendrait les armes pour sauver son pays.

C'est vrai que les actes que commettent le parti espagnol du côté anarchiste ou communiste anarchiste ou front populaire, excepté peut être ceux qui sont exécutés par les criminels de profession, ce sont probablement les plus actifs, en cette guerre de vandalisme, de destruction et de vengeance, que ces actes sont inspirés, dirigés et accomplis par les plus mauvais élément du bolchevisme russe. Depuis plusieurs années, ils avaient déjà mis, comme objectif principal de leur programme, leur domination absolue en Espagne, programme qui pouvait seulement se réaliser par l'entière et préalable destruction, de tous ceux qui en Espagne représentaient la religion, un ordre social différent du bolchevisme, une propriété différente, la propriété à la façon bolcheviste, et le respect ou l'acceptation d'une morale établie et considérée comme nécessaire jusqu'à date par tous les pays civilisés de la terre et de n'importe quelle religion qu'ils puissent être.

Ce programme avait commencé à être mis en pratique presque aussitôt que la république fut déclarée et il a continué à s'accomplir avec une rapidité extrêmement grande, depuis que le pouvoir est tombé aux mains de personnes telles que le grand chef maçonique Azana et des anciens évadés de la police tels que Largo Caballero. Angel Pestana et d'autres comme ces deux derniers, venus de la Russie et disposant d'un ample fonds de secours russe.

La réalisation de ce programme chez une nation fortement catholique et religieuse depuis à peu près mille neuf cents ans ne pouvait naturellement que faire éclater une réaction pour la défense et le salut national par toute la partie du pays qui ne pouvait pas voir l'Espagne tomber entièrement sous la domination et l'esclavage du gouvernement des Soviets. Une grande partie de la population espagnole connaissait les méthodes et les fruits de ce gouvernement

mais une autre partie les connaissait mal ou les connaissait à l'envers. Parmi ce groupe se trouvaient des sociétés ouvrières qui depuis plusieurs années ne se nourrissaient uniquement que des informations fournies par la propagande bolcheviste des agents russes en Espagne.

Ce programme de destruction de toute l'Espagne catholique, de toute l'Espagne d'ordre, de toute l'Espagne possédant les éléments d'instruction et de culture, et de tous les Espagnols qui n'avaient pas des idées bolchevistes ou qui avaient quelque propriété privée, ce programme était bien préparé, et on a pu le constater clairement par la manière dont ils l'ont réalisé là où ils en ont été capables. En tous les endroits et par des mesures et des édits d'une police entièrement à leur service, ils sont parvenus à désarmer la résistance du côté de la masse de la population tant ouvrière que non ouvrière qui était reconnue comme opposée aux idées anarcho-bolchevistes. Aussitôt que cette population fut désarmée, les armes furent passées à tous les individus enrégimentés dans les sociétés anarchistes et bolchevistes, etc., et à tous les forçats qu'on avait libérés de toutes les prisons avec la promesse d'une prime pour chaque assassinat des citoyens antibolchevistes qu'ils pourraient accomplir. C'est surtout dans les régions de Catalogne, Valencia, Asturies et quelques autres, où sont les partis appelés de la gauche, ou les partis dirigés avec l'argent russe, que ce désarmement des éléments non bolchevistes a pu se réaliser le plus parfaitement. C'est aussi en ces régions que l'oeuvre bolcheviste s'est accomplie avec toute sa terrifiante et effrayante réalité, une réalité qui ne peut être bien nommée que par les mots de destruction et de ravage à la manière bolcheviste.

Et à présent je suis obligé de donner des renseignements sur le genre d'activités de cette bande guerrière dans laquelle est compris ce que vous appelez le Front Populaire. Je craindrais de lui infliger une offense atroce si je le considérais le seul responsable des monstruosité commises et dont je veux vous nommer ici un très petit nombre à titre d'exemple.

Pour ne pas relater celles que j'ai pu connaître par des témoins ou des spectateurs de ces atrocités je fais mention seulement de quelques-unes que vous pouvez trouver décrites avec plus de détails dans tous les journaux qui n'ont pas de parti pris et je vous signale le grand hebdomadaire parisien "Gringoire" dans le no du 4 septembre, le dernier vendu au Canada. Mais vous pouvez en trouver également si vous voulez vous informer dans tous les journaux d'idées non favorables aux bolchevistes ou dans d'autres journaux du Canada et de l'étranger qui ne veulent pas faire croire que cette guerre en Espagne est une guerre de caractère fasciste pour un côté et antimilitariste de l'autre, idée qui serait menteuse et même extrêmement ridicule. La guerre de l'Espagne n'est pas une guerre en faveur du fascisme ou de l'antimilitarisme, c'est une guerre pour Dieu et contre Dieu, pour la civilisation contre la barbarie; guerre pour sauver l'Espagne, vieille de trois mille ans, contre la Russie qui veut la détruire avec une rapidité plus grande encore que celle avec laquelle elle avait détruit la Russie religieuse (et culte d'une période présoviétique, encore qu'il existait bien peu de ressemblance entre l'Espagne toujours plutôt trop libérale et modérée et la Russie tsarienne).

Voici donc brièvement résumé, car les journaux auxquels j'ai demandé de publier cette lettre ne voudront pas m'accorder plus d'espace, quelques-unes des activités des partis combattants dans lesquels entre celui que vous nommez le Front Populaire.

Ils ont désarmé toute la population non bolcheviste par des édits gouvernementaux truqués par la police locale illégalement organisée, exclusifs, et en fournissant exclusivement des armes à leurs éléments. Cette action ne peut être qualifiée que de lâcheté.

Ils avaient déjà à l'avance un

signalement et des listes noires de toutes les personnes et familles qui étaient connues dans chaque ville et village soit comme catholiques (et calculez s'il y en avait en Espagne) soit comme propriétaires du moindre bien matériel (ça été un des objectifs principaux de leur programme de ramasser sous le nom de réquisition tout ce qui avait quelque valeur) ou comme monarchistes, ou comme droitistes, ou libéraux modérés, ou en un mot tous ceux qui n'étaient pas des bolchevistes ou anarchistes encore que dans ce pélemêle des partis d'Espagne les noms ne signifient presque rien. Toutes ces personnes devaient être éliminées par ordre du "comité local" et de la manière la plus rapide. Dans ce programme d'élimination, venaient naturellement en premier lieu les évêques, toutes les autorités ecclésiastiques, tous les prêtres, tous les ordres religieux et toutes les personnes de profession libérale; on faisait toutefois un peu exception pour les médecins pas très opposés au bolchevisme.

Ils avaient des listes et des

passports pour tous les membres des sociétés bolchevistes, anarchistes et communistes pour pouvoir les distinguer des autres ou plutôt de tout le reste de la population définitivement condamnée à mort.

Avant que la réaction de salut et de défense du parti que vous appelez rebelle, ait commencé, ce programme avait été déjà mis en exécution autant que faire se pouvait et il avait toujours été protégé d'une façon hypocrite et occulte par le gouvernement malheureux d'Azana, dont les vrais organisateurs étaient Largo Caballero et ses confrères qui déterminaient la marche à suivre, des centres du gouvernement russe siégeant dans tous les coins de l'Espagne. Quand la réaction qui devint la guerre actuelle, malheureusement trop tardive pour le pays espagnol, fut déclarée, le programme de massacre, de vol et de destruction avait commencé à se réaliser avec une réalité des centaines de fois plus rapide que les guillotines des autres révolutions et même que les fusillades de la révolution russe.

(Suite à la page 11)

LE PAIN MODERNE

CANADIEN LIMITEE

Spécialités: "Pain français" et "Petits Pains"

Falkirk 1191

2250 PAPINEAU

Tél. Lancaster 2412

ANDERSON & VALIQUETTE

Comptables - Vérificateurs

J.-Charles Anderson, L.I.C.

Roméo Carle, C.A.

Jean Valiquette, C.A., L.I.C.

A. Dagenais, C.A.

84, RUE NOTRE-DAME O.,

MONTREAL

Boulangers de la Royauté
PAIN ET GATEAUX "IDEAL"

James Strachan Limited

1244 rue Hôtel-de-Ville

Lancaster 7105

Dent Harrison & Sons

LIMITED

BOULANGERS

PAIN "WONDER" ET GATEAUX "HOSTESS"

DExter 3566

323 AVE PRINCE ALBERT

Lanc. 5163



GANTERIE

Gilets de cuir Tricots
Vêtements de travail Chemises

Costumes pour le sport,
etc., etc.

Acme Gloves Works Limited

MONTREAL

Fabriques à Montréal, Joliette, Loretteville et St-Tite

ANTONIO GARNEAU

AVOCAT et PROCUREUR

de l'étude

Bertrand, Guérin, Goudrault & Garneau

276 OUEST, RUE ST-JACQUES - MONTREAL

ERNEST BERTRAND, C.R.,
Substitut Senior du Procureur Général.

C.-E. GUERIN, C.R.,

M. GOUDREAULT, C.R.,

ANTONIO GARNEAU, C.R.

H.-N. GARCEAU, C.R.

MARCEL PIGEON.

JULES DUPRÉ

AVOCAT ET PROCUREUR

de l'étude

Duranleau, Duranleau & Dupré

60 OUEST RUE ST-JACQUES - MONTREAL

J.-H. Michaud, LL.M., René Duranleau, LL.L., Jules Dupré, LL.L.,
Paul Duranleau, LL.B.

HArbour 9291

NOTRE NORD

Pour savoir à quoi nous en tenir

Mesdames, Messieurs,

Le 9 décembre, 1897, M. Henry O'Sullivan, ingénieur et inspecteur des arpentages, remettait à l'honorable A. Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines pour la province de Québec, copie du rapport préliminaire d'une "exploration de la contrée située entre le lac Saint-Jean et la baie James", et en 1901, le même explorateur pouvait soumettre à l'honorable commissaire "avec les plans et profils" un rapport minutieux "sur diverses explorations partielles dans la région comprise entre le lac Saint-Jean et la baie James et aussi dans les régions de Mistassini et du Saint-Maurice". La section 16 dudit rapport "comprend la rivière Nottaway et les chaînes de lacs qui se déroulent depuis le lac Gouland en allant vers le nord, jusqu'à l'embouchure de ladite rivière, sur la baie James".

Je me suis procuré les deux brochures chez un bouquiniste de Montréal. Il paraît assez difficile de se documenter sur la région de la rivière Nottaway. J'ai bien une carte publiée en 1927 par le ministère des Mines d'Ottawa, mais, à part quelques indications géologiques, elle n'ajoute guère aux cartes dressées par M. O'Sullivan. M. Raoul Blanchard a étudié largement le Saguenay et le lac Saint-Jean, mais nous ne pouvons le suivre au nord de l'Abitibi, où il n'est pas allé. Nos chasseurs, blancs ou indiens, pourraient en dire long sur ces immenses solitudes: les chercheurs d'or sillonnent chaque jour le ciel jusqu'au lac Chibougamau. Il ne manque pas d'ehardis canotiers pour descendre jusqu'à la baie James. Il y a bien un chemin de fer qui y va; vous comprenez qu'il parcourt l'Ontario. Nous avons des missionnaires à Rupert House. Quel peut bien être au juste, là-bas, le visage de la province de Québec?

Quand on parle de 12,000,000 d'acres de terre colonisable dans notre province, sait-on que l'on comprend les bassins des rivières Harricana et Nottaway, lesquels donnent 5,460,000 acres, et le territoire de la baie James, depuis le cap Jones jusqu'à la rivière Rupert, compris la partie nord du bassin de cette dernière rivière, lequel donne 1,280,000 acres? (J'emprunte ces renseignements à la très intéressante conférence présentée par M. l'abbé Georges Bilodeau au Congrès de colonisation de Valleyfield, en avril dernier.) Mais, Mesdames et Messieurs, qu'est-ce qu'il y a dans ces 6,740,000 acres? Apparemment, personne ne le sait au juste, ou ceux qui le savent n'en disent rien. Quant à moi, je confesse mon ignorance et j'invite les savants à me confondre. 6,740,000 acres de terre colonisable dont on ne sait rien au point de vue agricole.

Je sais cependant que nos missionnaires jardinent au bord de la baie James. Un voyageur racontait l'an passé dans le *Devoir*, qu'il a vu, le 24 septembre, de belles patates en terre à un poste de la Compagnie de la baie d'Hudson à quelque 125 milles au nord du chemin de fer de l'Abitibi. Mais je vous assure que vous ne voyez ni jardins ni patates sur la carte de l'Abitibi. Au nord de la rivière Rupert, de celle-ci à la rivière Broadback, de la Broadback à la Nottaway, et plus à l'ouest pour tout le bassin de la rivière Harricana, les cartes n'indiquent rien de rien.

C'est déjà un bon signe en faveur de la colonisation. En 1896, l'ingénieur O'Sullivan n'a-t-il pas vu au poste de la baie d'Hudson sur les bords du lac

Waswanipi, grains et légumes cultivés et mûris? "Je remarquai", écrit-il, "avec plaisir, l'intérêt que M. Baxter prenait à l'agriculture: ce n'est pas souvent que l'on voit un employé de la compagnie de la baie d'Hudson se livrer à la culture du sol". Et il ajoute: "Je n'ai jamais vu de meilleurs choux, carottes ou navets; mon hôte me donna des échantillons de blé qu'il avait obtenus des semences de l'année précédente, et d'autre blé provenant de grain qu'il a reçu de la ferme expérimentale d'Ottawa". (Cfr. rapport préliminaire, pp. 10 et 11).

Mais le lord évêque Newnham ne réussissait pas moins bien à Moose Factory même. Voici une liste des plantes de son jardin, que le très révérend monsieur a écrite de sa propre main: "du céleri superbe, des citrouilles pesant de quinze à quarante livres chacune, du salsifis, des carottes, panais, navets, betteraves, pois, haricots, choux de toute espèce, choux-fleurs, rhubarbe, gabelles noires et rouges, laitue, radis, herbes, tous produits de bonne dimension, dont plusieurs ne pouvaient être surpassés nulle part". (Cfr. *ibid.* p. 14).

Une photographie fait voir "une récolte de foin à la baie James". Les veillottes sont drues et les meules opulentes.

La forêt de ces territoires n'est pas moins abondante. "Il y a immensément de bois de pulpe sur les rives de toutes ces rivières", écrit O'Sullivan. "Tout le long du parcours, depuis la hauteur des terres jusqu'à la baie James, on voit de l'épinette d'un pied à deux pieds de diamètre". (Cfr. deuxième rapport, p. 70). Un certain M. Low que cite O'Sullivan, prétend "que l'on voit partout, en remontant le long de l'Eastmain river, de l'épinette à pulpe, et que des forêts de ce bois s'étendent au delà de la limite nord de la province de Québec". (Cfr. deuxième rapport, p. 66). Le même Low dit encore "que l'on trouvera le nouveau Québec meilleur que le nouvel Ontario, au point de vue agricole". (Cfr. *ibid.* p. 66).

Y a-t-il encore des citrouilles, du salsifis, de la laitue, des radis, du foin à la baie James, du blé au lac Waswanipi? Ces plantes n'aurait-elles pas été trouvées dangereuses pour le gibier à fourrure? Y a-t-il encore de ces belles forêts le long des rivières du nord? Et s'il y en a, à qui appartiennent-elles? A qui ont-elles été réservées? Reste-t-il encore de ce "sol riche" qu'a vu un peu partout l'explorateur O'Sullivan? Mystère des cartes aux grands espaces blancs...

Ce diable d'O'Sullivan s'est baigné dans la baie d'Hudson le 3 octobre 1897, et il a trouvé l'eau chaude. Une photographie nous le montre à la nage. Une autre photographie prise le 29 septembre prouvera à la postérité que M. et Mme Gordon savaient jardiner à Rupert House. "Le climat de cet endroit n'est pas aussi inhospitalier qu'on le dit être à l'occasion", conclut M. O'Sullivan, qui donne à l'appui de cette opinion, un tableau des moyennes mensuelles et annuelles de la température pour les années 1897 à 1900 inclusivement, lequel tableau fait voir qu'en prenant le total des températures moyennes pour chacun des six mois d'été, de mai à octobre inclusivement, Moose Factory a, à peu près, 21 degrés de chaleur de plus que Rimouski.

Ces conclusions d'une vaste exploration faite en notre province dès avant le vingtième siècle me laissent rêveur et inquiet. Si elles sont justes, la province de Québec a perdu les quarante

dernières années dans des entreprises secondaires, elle s'est épuisée en expériences coûteuses et désastreuses, la terre de Québec pourrait être un empire et ce n'est guère encore qu'une bande de terre le long du Saint-Laurent et de ses affluents. Si elles sont justes? Mais je demande ce qu'on a fait pour pouvoir en douter: quelles expéditions, quelles explorations, quelles recherches, quelles expériences? Le doute est venu de lui-même, petit à petit, il s'est formé dans les esprits, a détourné du nord l'attention des chefs, a empêché toute entreprise et toute réalisation. Et parce que le Canadien français a douté de son pays, de la terre de son pays, il s'en est détaché, il s'en est détourné et il est parti pour l'étranger ou pour l'usine, il s'est exilé ou il s'est fait prolétaire. Maintenant que les voisins ont fermé leurs portes, que les villes sont archicomblées, nous renseignerait-on sur notre pays? Si le nord du Québec ne vaut rien, qu'on le prouve; s'il vaut quelque chose, qu'on se décide à y mettre à l'oeuvre, toutes les énergies de la nation. Quand je dis toutes les énergies, je pense à tous ceux qui ont grandi chez nous dans une atmosphère de fierté et de lumière, à tous ceux surtout qui, dans les grands mots de patriotisme, de nationalisme, de christianisme, conservent encore l'idée de sacrifice et de dévouement. Je pense à ces jeunes qui ont de l'instruction et de la fortune dont ils ne savent que faire. Vont-ils se contenter de prêcher le patriotisme, de gémir sur nos déchéances? Ce n'est plus le temps des gémissements. Je pense aussi à ces jeunes filles sérieuses et généreuses qui pourraient être les mères d'une race nouvelle et qui ne seront rien qu'un nom qui s'éteint.

C'est pour ceux-là que je demande des informations sur le nord du Québec. Il est temps de savoir si nous aurons de quoi nous occuper dans ce pays-ci. Je suggère donc que l'on fasse une reconnaissance détaillée de notre province jusqu'à la baie James,

que l'on emploie à l'arpentage et à la classification des sols, de nombreuses équipes d'hommes sous la direction d'ingénieurs et d'agronomes, que l'on fasse le relevé des cours d'eau, des lacs, des niveaux; je suggère encore que l'on établisse une station climatologique à la baie James.

Si les résultats de ces explorations et des observations sont satisfaisants, que l'on construise un chemin de fer et une route du sud au nord vers la baie James.

C'est beaucoup demander, oui. Quand on songe qu'après quarante ans, nous n'avons pas encore de route pour aller à Senneterre, et que l'on n'a pas encore fini de classer les terrains de l'Abitibi.

Mais c'est bien peu si l'on songe à ce que deviendront les milliers de chômeurs qui arpentent les rues de Montréal, de Québec et toutes les routes du pays. N'avez-vous pas vu des hommes sérieux demander la construction d'un grand boulevard à travers la ville de Montréal, où il ne manque pas de rues ni sur un sens ni sur l'autre pour aller d'un endroit à l'autre, à leur fin, j'imagine, que l'on y passe plus vite? Et vous ne m'approuveriez pas de vouloir une route du sud au nord dans la province? Allons donc. Méfiez-vous de tous ces grands hommes à boulevards; ils ne pensent qu'à ce qui passe; songeons à ce qui doit rester.

Je termine par ces mots de l'ingénieur O'Sullivan: "nonobstant les divers rapports au contraire, les ressources de cette vaste région sont bien dignes d'attirer l'attention du gouvernement et elles ne sauraient toujours demeurer fermées au monde commercial". Les gouvernements n'ont prêté à ces sages

propos qu'une attention bien vague. Et les Canadiens français se baladeront probablement encore sur nos grands boulevards quand tout le monde aura pénétré dans cette "vaste région".

abbé Henri CLOUTIER
missionnaire-colonisateur
diocèse de Valleyfield.
Radio, CKAC, 3 octobre 1936.

Le mot corporation

Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce que la singulière fortune du mot corporation traduit de sentiments profonds qui correspondent à l'évolution économique actuelle.

Sans doute y a-t-il à faire sur l'emploi de ce mot de sérieuses réserves. Il a le défaut en effet d'être équivoque. Doit-on craindre, lorsqu'on a recours à lui, un retour aux abus et aux privilèges sous lesquels se sont effondrées les corporations de l'ancien régime? Veut-on condamner l'économie moderne et aller à contre-courant restaurer l'économie artisanale? Veut-on copier les textes et les réalisations qui ont cours au Sud des Alpes? Entend-on simplement exprimer par ce mot le besoin, si profondément senti dans les conjonctures actuelles, d'une autorité s'établissant au sein de la profession pour lui permettre de s'enquérir pleinement de ses tâches économiques ou sociales? (1)

(1) Une telle imprécision et le danger de se fermer l'intelligence de certains milieux sont des raisons suffisantes de substituer à ce mot ceux d'organisation corporative ou de corps professionnel.

Tableau des assemblées des Syndicats, 1231 rue Demontigny

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
Menuisiers Pressiers de journaux Section féminine de la chaussure Industrie du cha peau B. Exéc. des cordonniers	Maitres-barbiers Coiffeurs Conseil de Construction	Monteurs No 1 Cuir à semelles Conseil d'imprimerie Gantiers Machinistes Chauffeurs d'autos Plombiers Terrassiers - manoeuvres	Cercle Léon XIII (assemblées suspendues pendant l'été)	Briqueteurs Tailleurs de cuir Tressers Plâtriers et finisseurs en ciment Monteurs Negger Head No 7
Pressiers de ville Auto-Voiture Employés barbiers Peintres Travailleurs du Port (27 N.-Dame E.) B. Exéc. des cordonniers	Exécutif des Tramways Fonctionnaires municipaux Lattes métal. Empl. de la Cité	Monteurs No 1 Cuir à semelles Chauffeurs d'autos Machinistes Electriciens Distributeurs de pain Distributeurs de lait	Conseil Central Maréchaux ferrants et forgerons	Tailleurs de cuir Tressers Briqueteurs (Temple du travail) Tailleurs de pierre Plâtriers et finisseurs en ciment Employés d'hôpitaux Lattes de bois Monteurs Negger Head No 7
Menuisiers Section féminine de la chaussure Industrie du journal: adressographes expéditeurs distributeurs B. Exéc. des cordonniers	Association des Postes (au Bureau de Poste) Conseil de construction	Monteurs No 1 Cuir à semelles Typos Relieurs Machinistes Chauffeurs d'autos Plombiers Terrassiers-manoeuvres.	Cercle Léon XIII (assemblées suspendues pendant l'été)	Briqueteurs Tailleurs de cuir Tressers Plâtriers et finisseurs en ciment Monteurs Negger Head No 7
Pressiers de ville Fédération de l'imprimerie Auto-Voiture Peintres Travailleurs du Port (27 N.-Dame E.) B. Exéc. des cordonniers	Syndicat des Tramways Empl. de la Cité	Monteurs No 1 Cuir à semelles Machinistes Chauffeurs d'autos Electriciens Distributeurs de pain	Conseil Central	Tailleurs de cuir Tressers Briqueteurs (Temple du travail) Plâtriers et finisseurs en ciment Tailleurs de pierre Lattes de bois Monteurs Negger Head No 7
B. Exéc. des cordonniers.		Monteurs No 1 Chauffeurs d'autos Machinistes		Tressers Tailleurs de cuir Plâtriers et finisseurs en ciment Monteurs Negger Head No 7

Note: Le Syndicat des boulangers, section de l'intérieur, se réunit le 2e et 4e samedi.

TÉL. Plateau 2673

Germain Charland

AVOCAT

Du bureau légal
CHARLAND & CHARLAND

57, rue ST-JACQUES O.
MONTREAL

L'organisation professionnelle

Cette définition, ou plutôt cette idée générale de la corporation, nous est suggérée par l'examen des faits. Ceci revient à dire que nous la croyons très fortement enracinée dans la réalité.

La réalité nous montre qu'il y a dans l'ensemble des activités humaines un "ordre professionnel". L'ordre politique n'épuise pas tout. La constitution de l'Etat, organe de la cité, ne suffit pas à tout. Il y a, dans les relations qui s'établissent entre les hommes, une activité économique et une activité sociale que l'on ne peut laisser à elles-mêmes: la nécessité apparaît chaque jour davantage de les régir et de les organiser. Quelle est l'autorité qui se chargera de

cette tâche? Celle de l'Etat n'y peut suffire: il y aurait incompetence et confusion de fonctions. Il faut une autorité spéciale qui ne peut trouver à se constituer que dans la profession elle-même.

La profession, nous lui reconnaissons une existence propre. Entre les hommes qui s'adonnent à l'exercice du même métier, il y a des liens tels que ces hommes vivent à l'état de groupement, presque de société. Ce groupement, trop souvent, en fait, inorganique, doit en s'organisant servir de cadre à cette autorité économique et sociale.

La profession ainsi organisée, sous l'impulsion et le contrôle de l'Etat devient un corps, c'est-à-dire une institution reconnue, pourvue d'une autorité propre et autonome, et ayant sa place parmi les organes de l'Etat.

Prof. J. DANIEL (Lille)

Lettre ouverte

(Suite de la page 9)

En Russie, pour assassiner les milliers de têtes de clergé et des nobles, des propriétaires, d'ouvriers, d'agriculteurs, des soldats et de tous les éléments non bolchevistes, dont le nombre d'assassinés se calcule à quelques millions pour la réalisation du programme bolcheviste d'élimination, c'a leur avoir pris une quantité d'années, car ils savaient qu'ayant le pouvoir, les victimes ne pouvaient s'échapper aussi facilement. En Espagne, ce programme devait se réaliser plus rapidement et en réalité il s'effectua à Madrid en raison de deux à quatre mille personnes par jour; c'était le nombre de cadavres qu'on comptait approximativement dans les différents endroits des entourages de Madrid, d'El Pardo comme la Casa de Campo et d'autres endroits à propos aux environs de Madrid.

Dans les autres populations où le gouvernement de Largo Caballero, que vous voulez inviter pour donner des conférences en Canada, avait sa parole et ses mêmes livres, les assassinats et massacres se faisaient de la même sorte. Ne croyez pas qu'il existait des formalités, des tribunaux ou chose semblable d'aucune sorte. Ce sont des histoires et comédies indignantes faites quelquefois pour couvrir les apparences vis-à-vis du monde extérieur quand ils disent qu'ils font des jugements sur les personnes assassinées. Ceux qui étaient chargés de ce massacre et en même temps de nettoyer tous les biens existant dans les familles où les personnes assassinées étaient en général la masse de la population aveuglée par les récits sur des propos militaristes de l'autre côté et la masse de bandits et criminels sortis des prisons de chaque grande ville associés aux apaches, vagabonds et bandits professionnels, de caractère international qui abondent toujours dans les grandes villes de l'Espagne. Tous ceux-là appartiennent au Front Populaire ou parti anarchiste socialiste, etc.

Si vous voulez avoir des détails plus approximatifs sur la liste des massacres, vous pouvez les trouver facilement en cherchant un peu dans tous les journaux qui pour des raisons ou d'autres n'entretennent pas de la sympathie pour ceux qui proposaient la destruction de l'Espagne.

Mais ces massacres et assassinats en masse, de même que le vol de toute la propriété de tous ceux qui avaient quelque chose comme aussi la destruction de toutes les archives, des registres, des propriétés et des testaments comme les archives privées des avocats et notaires qui ont été systématiquement et régulièrement brûlés sont des choses incompréhensibles et même si l'on veut naturelles dans un acte de guerre de système soviétique ou moscovite ou pour implanter une nouvelle idée, on considère comme le meilleur procédé d'éliminer tous les cerveaux en détruisant la tête de toutes les personnes qui peuvent avoir des idées opposées. Suivant ce plan et ayant comme principal but d'éliminer totalement de l'Espagne l'idée de Dieu et de la morale chrétienne, ils ont considéré comme le chemin le plus rapide, pratique et conducteur de supprimer en premier lieu les pasteurs de l'Eglise, car-

dinaux, évêques, prêtres, religieux et maîtres catholiques et ils l'ont réalisé si entièrement qu'il leur a été possible. Nous verrons bientôt en quelle forme ils ont tué tous les prêtres, évêques et religieux sur lesquels ils ont pu mettre la main. Ils ont brûlé toutes les églises, les couvents, collèges et toutes les bibliothèques, librairies, les journaux éditoriaux qui avaient un caractère catholique ou pouvaient parler encore de Dieu ou des codes de la morale chrétienne dans les régions où le front populaire avait le dessus. Ça leur importait peu qu'avec ces destructions on détruisit les meilleurs ouvrages d'art ou les meilleurs centres de culture et d'éducation ou plutôt les uniques qu'on peut trouver en l'Espagne. Quand on veut introduire la culture bolcheviste toutes les autres cultures sont gênantes et l'Espagne avait une quantité de monuments d'art, de littérature, de religion et de sciences qu'elle avait accumulés, pour et pendant avait accumulés pendant près d'une vingtaine de siècles. L'Espagne, le pays le plus cultivé de la terre il y a à peu près six cents ans à l'époque de Carl I et Philippe II où après la découverte des Amériques et de la possession des Indes, on disait que le soleil ne se couchait jamais sur l'empire espagnol. Tous les trésors de cette nation espagnole, parce qu'ils étaient en grande partie catholiques comme aussi beaucoup qui restaient des périodes romaines et arabes, n'étaient pas intéressants pour la culture soviétique qu'il s'agissait d'implanter.

Mais si le massacre et l'assassinat proposés d'à peu près trois parties de la population espagnole et le vol de toutes les propriétés appartenant à cette partie qui retraits dans le plan communiste bolcheviste comme également la destruction de tout ce qui pouvait avoir un caractère religieux pour abolir la notion de Dieu (tout le monde sait que pour être assassiné il suffisait d'avoir chez soi ou avec soi une médaille, une croix, une image religieuse, etc.), si toutes ces destructions systématiques peuvent être comprises en se plaçant au point de vue bolcheviste, il est difficile de comprendre l'autre partie de la guerre du Front Populaire, la partie des monstruosité et crimes les plus répugnants auxquels l'imagination puisse songer. On ne peut et même on ne doit pas les nommer par respect pour la délicatesse et la sensibilité de bien du monde. Lisez par exemple les journaux que je vous ai nommés au commencement ou par exemple le plus grand hebdomadaire de la France, le *Guinguère* de Paris, écrit par les personnes les plus sérieuses du pays, ou si vous voulez encore le journal catholique la *Croix*, peut-être le journal catholique le plus répandu de la terre, encore qu'ici on pourrait déjà croire à un parti pris, et là vous trouverez à chaque numéro, des pages entières, des récits quelquefois reproduits pas nos journaux les plus honnêtes du Canada et dans ces récits vous verrez entre des centaines d'autres par exemple les choses suivantes: En telle population les soeurs de tel et tel couvent ont été trouvées toutes avec le ventre ouvert et les cadavres ou squelettes du cimetière exposés aux alentours du couvent de la manière la plus sacrilège. En d'autres, on a trouvé toutes les forces de la garde civile brûlées et attachées à des poteaux où on les avait brû-

lés vivants et leurs enfants morts accrochés devant eux par le cou dans des crochets ou cloués dans les portes des casernes. Un de mes anciens clients en Espagne, l'évêque de Jaen, âgé de 81 ans, avait été brûlé vivant. Les soeurs d'un couvent que j'avais visitées plusieurs fois comme médecin, après être tombées aux mains des plus brutaux criminels, furent dépouillées de leurs vêtements et toutes tuées à coups de couteaux en leur déchirant le ventre. En d'autres endroits les personnes assistant à telle ou telle église étaient enterrées vivantes dans les cimetières. En d'autres endroits, renfermées en masse dans un puits et tuées par l'asphyxie ou d'autres par l'incendie après avoir été arrosées de gazoline, une forme de massacre qui a été assez souvent préférée. D'autres fois les gardes civils, l'armée la plus noble et courageuse de l'Espagne, chargés seulement de la poursuite des bandits et criminels, avaient été massacrés de la façon la plus cruelle qu'on pouvait imaginer en massacrant devant eux, avant leur supplice, leur famille pour augmenter la cruauté de leurs souffrances.

Mais je ne veux pas continuer l'énumération des faits enregistrés parmi des milliers d'autres et des activités de ce qu'on appelle les troupes appartenant au Front Populaire. Je veux seulement faire remarquer que ces faits sont à la main de tous ceux qui veulent se renseigner et se convaincre de leur véracité, la plupart rapportés par des étrangers qui ont été témoins de ces monstruosité. Le moment arrivera bientôt quand les croisades salvatrices du pays auront fait le nettoyage de ces criminels infernaux qui ont fait tant de calamités et ont porté du mal à ce malheureux pays, malheureux pour avoir permis la rentrée des enseignements bolchevistes; ce moment arrivera où tout le monde pourra connaître, par des témoignages et démonstrations encore plus évidentes, un nombre probablement plus grand que celui déjà connu des monstruosité incroyables commises par cette partie militante qu'on qualifie en Canada du nom de Front Populaire et pour lequel au nom de ce pays d'ordre et de culture, de religion, de reconnaissance aux droits de l'homme et aux droits de la morale, de ce Canada doux, civilisé et aimé par tous les pays, on veut témoigner de la sympathie et porter même de l'aide matérielle. Par cela on donne à tout le reste de la terre l'impression que le Canada approuve ces méthodes de guerre et d'activité inhumaine dont je viens de donner seulement qu'une brève idée et exécutées par le parti du Front Populaire.

Je me demande encore une autre fois, si la Section Montréalaise du parti ouvrier du Canada, dans la réunion du comité tenue le lundi 21 septembre, au no 362 ouest, rue Dorchester, avait une claire conscience de la signification et de la responsabilité de sympathie à ces masses de criminels et de tyrans barbares qui, au nom du bolchevisme et déshonorant le titre ou nom du Front Populaire, sont les auteurs de ces actes d'humanité qui ont produit un sentiment de désapprobation, de répugnance et de répulsion dans toutes les âmes de sentiment noble de la terre

Dr J.-M. ROSELL,
Bactériologiste du ministère de l'Agriculture de la province de Québec
Professeur de la Faculté Agronomique de l'Université de Montréal
Ancien professeur de médecine en Espagne.

Confederation Life Association

VOILA LE MOMENT :

Lorsque viendra le moment de prendre votre retraite, pourrez-vous envisager de longues années d'indépendance financière? Voilà le moment de mettre de côté une partie fixe de vos revenus pour un usage futur, au moyen d'une police dotation ou d'un certificat de pension de la Confederation Life Association. Et l'Association y ajoutera le bénéfice d'invalidité totale, si vous y êtes admissible.

Consultez donc un représentant de la Confederation Life Association pour tout renseignement.

J.-G. LeDROIT, gérant. 1253, avenue McGill College
Tél. : MA. 5324.

Pour vos YEUX et votre BOURSE

Consultez les spécialistes officiels des Syndicats Catholiques Nationaux

L'EXAMEN DE VOS YEUX

Par un PERSONNEL de SPECIALISTES OPTOMETRISTES et "BACHELIERS EN OPTOMETRIE" qui ne peut être meilleur pour toute personne qui porte ou qui devrait porter des verres.

Réputation enviable

Notre maison, avec le progrès que tout le monde lui connaît, poursuit toujours depuis 1923 une même politique, celle de procurer à des milliers de personnes des verres à vision précise et montures à cachet esthétique.



Occasion exceptionnelle

Il ne vous en coûtera pas plus cher pour procurer à vos yeux ce qu'il leur faut. Profitez de la réduction accordée actuellement sur tous nos verres et montures.

TAIT-FAVREAU, Ltée

LORENZO FAVREAU, O.O.L.

265, rue STE-CATHERINE EST — Tél. LA. 6703

SUCCURSALES:

6890, rue St-Hubert
Tél. CA. 9344

270, ave Victoria
St-Lambert — Tél. 791
(tous les jeudis)

270 AVE VICTORIA — ST-LAMBERT — Tél. 791
LA PLUS GRANDE INSTITUTION D'OPTIQUE DU GENRE AU CANADA

Service jour et nuit

CHerrier 8676

GARAGE LAMY

LAVAGE, GRAISSAGE, HUILAGE et REPARATIONS GENERALES

1310 DEMONTIGNY EST (Entre Panet et Visitation)

Librairie Beauchemin Limitée

430, rue St-Gabriel — Montréal

LIBRAIRES — EDETEURS — IMPRIMEURS

1000 RUE PLESSIS
MONTEIL 8000

R. MONTY, PRESIDENT
P. GAGNON, VICE-PRESIDENT
G. P. MONTY, SECRETAIRE
J. A. BOVIN, PRESIDENT
J. P. MARIN, SECRETAIRE

MONTY, GAGNON & MONTY

POMPES FUNEBRES

SALONS-MORTUAIRES SERVICE D'AMBULANCE

Administration de La Compagnie Générale de Pompes Funèbres, Limitée

G. N. MONTY

10 LAPOINTE, 4156 RUE ADAM, MAISONNEUVE — AMHERST 8786

L'hon. M. Bourque à la Journée sociale de Sherbrooke

L'hon. M. Bourque déclare tout d'abord que les Syndicats catholiques ont pleinement le droit de s'organiser, que la chose s'impose, même si elle ne plaît pas à ceux qui ne comprennent pas le syndicalisme ou qui ne veulent pas le comprendre. Les ouvriers ont besoin de protection tout comme les autres associations.

"Justice, vous l'aurez, ouvriers, tant que votre conduite sera celle que vous avez eue dans le passé. Si les Syndicats catholiques n'avaient pas existé un peu partout en ces dernières années, je me demande où nous en serions. Vous avez évité des difficultés sans nombre au gouvernement qui a précédé l'actuel. Il faut que la classe communiste disparaisse et ce sont les Syndicats catho-

liques qui contribueront à la faire disparaître".

LOIS PERFECTIONNEES

Parlant d'une récente délégation d'ouvriers qui se présente récemment devant les autorités provinciales, l'hon. M. Bourque déclara qu'à Québec, les choses ne s'étaient pas passées comme les journaux l'avaient relaté. "Il y a des lois, dit-il, qui sont en vigueur depuis deux ou trois ans et les juges ne les comprennent pas comme les ouvriers les avaient interprétées. Si les cours donnent souvent raison aux employeurs, c'est que la loi, qui a été préparée dans un but louable, ne peut pas atteindre ce but. Nous voulons les examiner d'abord. C'est pourquoi leur étude a été remise et à la session de janvier, nous présenterons des lois perfectionnées qui ne pourront pas être combattues.

"Nous avons un nouveau gouvernement, élu par le peu-

ple. Les élections sont maintenant terminées. Ce que nous vous demandons, c'est la coopération. Je déteste ces rumeurs répandues à droite et à gauche et auxquelles j'ai fait allusion hier par la voie du journal. Ce n'est pas de cette façon que l'on nous aidera. Ce n'est pas par des moyens que prennent les communistes que l'on améliorera la situation. Il y a à Sherbrooke un agent de Moscou payé pour porter nos ouvriers à la révolte. Avec les Syndicats catholiques de cette ville, de Montréal, de Québec, des Trois-Rivières, il n'y a cependant pas lieu d'être inquiets. Le gouvernement est avec vous cent pour cent et avec votre coopération, des temps meilleurs viendront dans un avenir rapproché et d'ici quelques mois, nous pourrons améliorer le sort de la jeunesse".

CLairval 7902

Service courtois et diligent

AQUILA LAPOINTE

ASSURANCES

Vie — Feu — Automobile — Vitrine — Vol — Accident —
Maladie, etc., etc.

4466, RUE LAFONTAINE
(Angle William-David)

MAISONNEUVE
MONTREAL

MEMBRE DU CERCLE LEON XIII.

A MEDITER

"Bien que nous estimions dignes de louange, et dignes d'être favorisées avec toute leur industrie par les Pasteurs, les instructions sacrées qui sont données en public à la foule, Nous recommandons cependant surtout les **Exercices Spirituels** faits dans le secret ou **Retraites Fermées**, parce qu'on s'y éloigne plus aisément du commerce des créatures et que l'on y recueille les puissances de son âme pour ne penser qu'à soi et à Dieu dans la contemplation des vérités éternelles. Pie XI.

"Les obstacles, les difficultés, les craintes suscitées par le démon à tous ceux qui songent à faire une retraite fermée sont une preuve évidente que l'idée est sainte et inspirée de Dieu."

"Les dates réelles de la vie sont les jours et les heures où il nous est donné d'avoir une nouvelle idée de Dieu. P. Faber.

"Personne ne s'est jamais repenti d'avoir suivi une retraite fermée; plusieurs ont regretté de ne point l'avoir fait plus tôt."

S'adresser aux organisateurs ou
au R. P. DIRECTEUR des RETRAITES,
Maison du Christ-Roi,
Châteauguay-Bassin, P.Q.

Nota. — La Maison du Christ-Roi n'ouvre ses portes qu'aux hommes et aux jeunes gens qui veulent et qui peuvent profiter de la retraite. Inutile de lui amener des éléments indésirables.

MAISON du CHRIST-ROI
(Châteauguay-Bassin)

A 4 milles du Pont Honoré-Mercier

MAISON DE RETRAITES FERMEES POUR HOMMES
ET JEUNES GENS

Accès à la maison:

1) par le NEW YORK CENTRAL (Gare Windsor),
Tél. : MArquette 5301 — Départ à 6.25 h. P.M.
Arrivée à 6.55.

Descendre à la gare: The Heights.

2) par le SERVICE D'AUTOBUS, Tél. : PLateau 7141.
Départ : CARRE PHILLIPS

Nota. — Il est toujours loisible à un retraitant de se joindre à tel ou tel groupe, après avoir retenu sa chambre d'avance.

"La Revue Franciscaine" 2010 ouest, rue Dorchester, Montréal, Canada, est l'organe officiel des retraitants de la Maison du Christ-Roi.

CHAUFFAGE

PLOMBERIE

Service d'ingénieurs et d'ouvriers
spécialisés
PLANS, DEVIS, ESTIMES FOURNIS POUR CHAQUE CAS
PARTICULIER

J.-W. JETTE, LIMITEE'

2114 est, rue Rachel

MONTREAL

Tél.: AMherst 1738

TOUJOURS

le même bon vieux

GIN CANADIEN
CROIX D'OR
melchers

MAIS!

dans un
NOUVEAU
FLACON
FLAT



85c

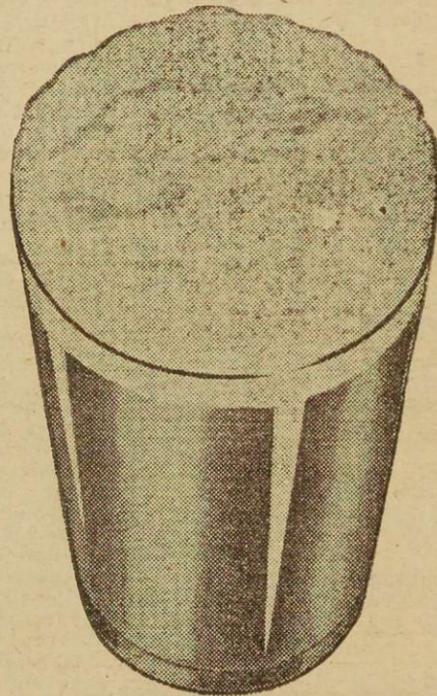
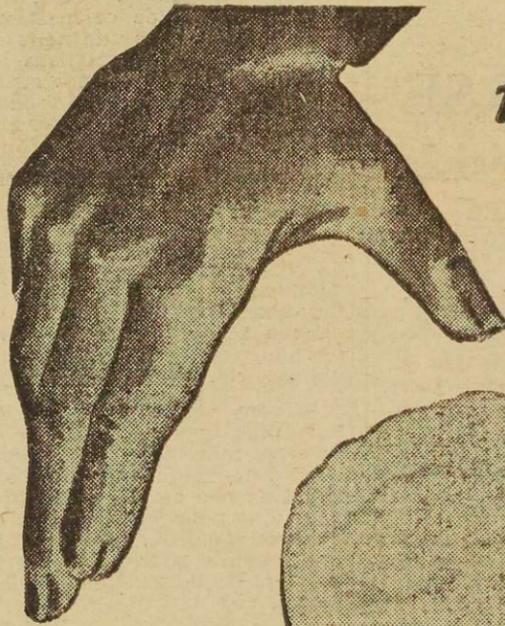
10 oz.

26 oz. \$1.90

40 oz. \$2.65

Distillé et embouteillé au Canada par
MELCHERS DISTILLERIES LIMITED
Montréal et Berthierville

Plus de
300,000 Verres
par Jour!



BIÈRE

BLACK HORSE

DAWES

LA BIÈRE EN BOUTEILLE SE VENDANT LE PLUS AU CANADA